

Nourrir l'Avenir

Numéro 26

Juillet 2010

Réinventer et revitaliser la SAA

Au cours de ses 24 années d'histoire, les programmes de terrain de l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) ont touché des milliers de vulgarisateurs en première ligne et des millions de petits producteurs dans 14 pays d'Afrique subsaharienne pour promouvoir l'utilisation de technologies permettant d'obtenir de plus hauts rendements de maïs, de blé, de riz, de légumineuses, de plantes racines, tubercules et autres cultures importantes. Pendant une bonne partie de son histoire, l'organisation a été animée par la conviction profonde qu'en raison de leur précarité, les systèmes nationaux de vulgarisation ne parvenaient pas à apporter à des millions de petits producteurs les connaissances et les meilleures technologies agricoles dont ils avaient besoin pour accroître la production alimentaire de l'Afrique.

Fondée par le prix Nobel Norman Borlaug, le philanthrope japonais Ryoichi Sasakawa et l'ancien Président des Etats-Unis, Jimmy Carter, la SAA s'est avant tout axée sur le renforcement des efforts de vulgarisation afin d'améliorer la productivité agricole. Toutefois, devant l'évolution de l'agriculture africaine, les systèmes nationaux de vulgarisation ont répondu par un élargissement de leur agenda. A présent, il n'est pas rare qu'ils soutiennent les efforts des agriculteurs en vue de s'organiser et de former des coopératives, de s'attaquer à des questions liées aux systèmes post-récolte et à la commercialisation, et de s'associer à un éventail de prestataires de services

et d'organisations, souvent issus du secteur privé.

La SAA ajuste aussi ses priorités et ses activités pour répondre à ces réalités changeantes et elle a bien avancé dans un effort de consultation globale en vue de réinventer et revitaliser l'organisation. Ce processus, qui se poursuit depuis plus d'un an, va culminer en juillet 2010 sur un symposium de haut niveau auquel assisteront les ministres de l'Agriculture de 10 pays où a travaillé le programme SG 2000, des recteurs et des doyens d'universités agricoles des quatre coins du continent ainsi que des représentants des agences bilatérales de bailleurs de fonds, des fondations privées, des entreprises



Norman Borlaug avec un producteur de maïs hybride QPM.

SOMMAIRE



Inauguration d'une nouvelle stratégie de démonstrations agricoles
Page 5



Les partenariats désormais à l'honneur
Page 8



Mesurer les impacts des nouvelles technologies
Page 12



Bulletin de l'Association Sasakawa pour l'Afrique

Fondateurs de la SAA:
Ryoichi Sasakawa,
Norman E. Borlaug,
Président Jimmy Carter

Message du DG

La SAA traverse actuellement d'importants changements organisationnels. Certains sont conçus pour nous rendre plus efficaces dans notre mission auprès des petits agriculteurs ayant différents profils – depuis ceux dont l'objectif premier est de cultiver la terre pour nourrir leur famille jusqu'à ceux qui peuvent envisager une plus grande participation aux marchés commerciaux. Dans cet éventail, nous désirons vivement toucher une plus forte proportion de petits producteurs qui ont, dans le passé, souvent été les laissés-pour-compte de la vulgarisation agricole, notamment les femmes et les agriculteurs pauvres en ressource.

D'autres changements devraient faire de nous une organisation plus performante, au sein de laquelle les meilleures pratiques sont plus largement partagées entre les pays du projet SG 2000, en nous permettant de devenir plus efficaces lorsqu'il s'agit de surveiller, d'évaluer et de tirer des leçons de nos interventions.

Faire que notre nouvelle matrice fonctionne

La nouvelle approche par gestion matricielle de la SAA entend fournir une meilleure assurance de la qualité technique et un brassage des meilleures pratiques entre toutes les thématiques et tous les pays phares. Pour que notre matrice fonctionne, il faudra des systèmes d'information de gestion efficaces à tous les niveaux de l'organisation et c'est là un objectif de gestion important pour 2010.

De même, nos systèmes de gestion financière vont continuer d'être renforcés et nous tendrons vers une meilleure planification et une meilleure exécution de nos programmes, avec des interventions assorties de résultats à atteindre, de calendriers d'exécution

Suite à la page 2

agroindustrielles, des agriculteurs et des politiques.

Le symposium se tiendra en l'honneur de la vie et des accomplissements extraordinaires de Norman Borlaug, qui nous a quittés en septembre dernier. Les présentations et les discussions se concentreront sur les réalités et les défis actuels auxquels est confrontée l'agriculture africaine, notamment ceux qui touchent les petits producteurs et les professionnels de la vulgarisation agricole qui sont à leur service. Les résultats de la rencontre serviront à finaliser une nouvelle stratégie sur 10 ans pour la SAA et pour le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE). Ces stratégies seront passées en revue en novembre 2010 par le Conseil d'administration qui supervise les deux organisations et elles seront peaufinées en fonction des besoins avant d'être publiées plus tard dans l'année.

Dans son dernier commentaire sur l'élaboration de nouvelles stratégies, Norman Borlaug soulignait : « Nous

Suite à la page 2

et d'échelons de progression clairs et précis. Nous investissons également dans la formation pratique nécessaire pour garantir une vision commune du mode de fonctionnement de notre matrice.

Nous nous attendons à ce que la SAA adopte un nouveau paradigme du fait de l'application de notre structure par gestion matricielle – passant d'une approche fortement autocratique du développement par programme pour privilégier une démarche beaucoup plus participative faisant intervenir une foule de parties prenantes, notamment des agriculteurs et leurs organisations. La SAA et SAFE sont de plus en plus pilotés par la demande et, au fil de notre progression, nous devenons aussi plus rigoureux, liant les décisions en termes de planification et de gestion à des informations relatives au suivi-évaluation et à l'apprentissage.

La mise en œuvre de notre matrice débouchera tout naturellement sur le renforcement d'une organisation plus intégrée et plus dynamique, propice à une identification plus rapide des nouvelles opportunités et des besoins qui se reflétera dans l'ordre du jour des thématiques et des programmes-pays. A mesure que l'intégration fonctionnelle de l'organisation s'affirmera, notre mouvement va s'intensifier en élargissant la base de financement de la SAA et en nous associant à d'autres organisations qui partagent notre vision d'une Afrique plus prospère.

Principaux changements dans notre effectif

Le déploiement d'une nouvelle structure organisationnelle n'est jamais facile et la plupart du temps il suppose un taux de renouvellement du personnel supérieur à la normale. La SAA ne fait pas exception. Plusieurs personnels d'encadrement confirmés ont pris leur retraite ou ont quitté l'organisation pour prendre de nouvelles fonctions professionnelles en 2009. Wayne L. Haag (Coordonnateur régional du programme QPM - mais à forte teneur en protéines), Toshiro Mado (Directeur du programme Systèmes post-récolte/ agroindustrie) et Ahmed Falaki (Coordonnateur du projet SG 2000 au Nigeria) ont tous saisi de nouvelles opportunités de carrière. Ces personnes ont rendu de bons et loyaux services à la SAA, avec passion et panache et elles nous manqueront. Début 2010, Tareke Berhe (Directeur du programme régional sur le riz) a pris sa retraite mais il continue de travailler avec nous en qualité de consultant.

J'ai rejoint la SAA en juin 2009 et, depuis lors, de rapides progrès ont été accomplis pour remplir les postes vacants et les nouvelles fonctions. Quatre nouveaux directeurs thématiques ont été mis en place, ainsi que quatre nouveaux directeurs nationaux.

J'ai le plaisir d'accueillir :

- Andreas Oswald, directeur, Amélioration de la productivité agricole
- Leonides Halos-Kim, directeur, Système post-récolte et agroindustrie
- Marcel Galiba, directeur, Partenariats public/privé
- Justine Wangila, directeur, Suivi-évaluation et apprentissage

Et nous continuerons de nous appuyer sur Deola Naibakelao, Directeur général du Fonds SAFE, pour diriger le développement des ressources humaines de la SAA.

A la fin de 2009, quatre nouveaux directeurs nationaux avaient aussi été recrutés pour les pays du projet SG 2000 et je tiens également à leur souhaiter la bienvenue :

- Aberra Debelo, Ethiopie
- Abou Berthe, Mali
- Sani Miko, Nigeria
- Sarah Ossiya, Ouganda

Il est également important de noter que nous avons un nouveau responsable administratif, Shushan Negussie et un nouvel agent financier, Asnakech Sisay, toutes deux basées à Addis Abeba. En outre, deux chargées de programme ont été recrutées : Yoko Yokoyama (basée au bureau de Tokyo) et Sayako Tokusue (basée à Addis). Toutes ces nominations font partie d'un processus constant de revitalisation de la SAA. Le prochain défi que nous devons relever sera de mener à bien la rationalisation et le recrutement de personnel thématique au niveau national dans nos pays phares.

restons engagés à travailler avec des vulgarisateurs issus des services publics et privés pour garantir la fourniture de technologies, de savoir et d'information oh combien nécessaires aux petits agriculteurs africains pauvres en ressources. Mais nous devons maintenant nous fixer de nouvelles priorités et de nouveaux objectifs ... à mesure que nous nous efforçons de tendre vers cette révolution verte si difficile à atteindre en Afrique. »

Aligner la structure aux nouvelles priorités

La structure de la SAA (voir la Figure 1) traduit l'évolution de ces priorités et met en valeur une approche plus intégrée de la vulgarisation, où l'amélioration de la productivité agricole va de pair avec l'accroissement de l'efficacité des systèmes post-récolte et de la commercialisation. Nous mettons aussi davantage l'accent sur l'exploration et la promotion du développement de nouveaux partenariats publics/privés, grâce auxquels nous espérons voir apparaître de meilleures opportunités pour stimuler les services de vulgarisation et toucher les agriculteurs.

Une éducation supérieure pour les vulgarisateurs de première ligne en milieu de carrière n'a jamais été aussi importante et nous comptons sur le SAFE pour mettre en œuvre notre thématique

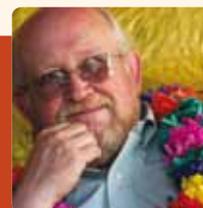
de développement des ressources humaines. En outre, il est devenu tout à fait clair que nous devons absolument documenter les impacts des travaux que nous poursuivons. Nous devons surveiller, évaluer et tirer les leçons de nos interventions et nous servir de l'information que nous dégageons de nos évaluations pour orienter nos prises de décisions et nos investissements au sein de l'organisation.

Nous recentrons aussi notre intérêt pour nous consacrer aux petits producteurs qui jusqu'ici n'ont reçu que peu, voire aucun, service de vulgarisation agricole. Dans le passé, ces agriculteurs marginalisés – qui sont le plus souvent très pauvres et principalement des femmes – ont été exclus des programmes classiques de vulgarisation. La sécurité alimentaire est la priorité absolue pour ces agriculteurs qui redoutent davantage la prise de risques et qui sont moins capables de pratiquer l'agriculture commerciale.

Des recherches récentes ont confirmé que les programmes de démonstration agricole et de formation aux techniques de vulgarisation peuvent avoir un maximum d'impact lorsqu'ils sont ciblés sur de petites agricultrices et sur des producteurs pauvres en ressources. C'est à ce niveau que les manques d'information concernant les technologies d'amélioration de la productivité se font le plus sentir et c'est avec ces groupes qu'il est possible d'enregistrer les plus gros retours d'investissement.



Masaaki Miyamoto



Christopher Dowswell



Juliana Rwelamira

Équipe de direction de la SAA

En 2009, le Conseil a nommé deux directeurs exécutifs, conjointement responsables de la gestion des finances et des programmes de l'association. Masaaki Miyamoto (Japon), économiste ayant auparavant occupé les fonctions de Secrétaire général de la SAA et du SAFE, a été nommé directeur exécutif chargé de la gestion. Christopher Dowswell, économiste agricole (Etats-Unis), a été promu de ses fonctions d'assistant spécial du Président et directeur de la communication de la SAA au poste de directeur exécutif chargé des programmes.

Pour renforcer la gestion quotidienne de la nouvelle structure de la SAA, un processus de recrutement international a été lancé pour identifier un Directeur général hautement qualifié. Juliana Rwelamira (Tanzanie), une économiste agricole expérimentée, a été sélectionnée et a rejoint l'équipe d'encadrement supérieur à la mi-2009 en qualité de premier directeur général de la SAA.

Ensemble, ces trois individus talentueux apportent la diversité d'expérience et l'esprit d'équipe requis pour consolider les riches antécédents de la SAA tout en remodelant l'organisation pour relever les défis à venir.

La nouvelle matrice de la SAA

En 2008, la SAA a amorcé un processus intensif de restructuration de l'organisation. Des consultations poussées ont eu lieu entre les principales parties prenantes en Ethiopie, au Mali, au Nigeria et en Ouganda – pays phares actuels de la SAA. En 2009, notre Conseil d'administration a approuvé un nouvel organigramme selon une structure matricielle conçue pour préserver ce qui donnait de bons résultats – notamment, notre réactivité face aux nouvelles opportunités et notre capacité à encourager l'innovation – tout en réduisant les obstacles à l'efficacité – notamment des programmes-pays trop indépendants et un manque de clarté dans les incitations visant à encourager la collaboration entre les programmes.

Deux employés de longue date de la SAA – Masaaki Miyamoto et Christopher R. Dowsell – ont été promus par le Conseil d'administration, le premier au poste de directeur exécutif de la gestion et le second à celui de directeur exécutif des programmes ; tous deux agissent en capacité de coprésident directeur-général. Ils sont épaulés dans leurs fonctions par un directeur général, qui est le chef d'exploitation de l'organisation et qui travaille en étroite collaboration avec le directeur général du programme SAFE dans le domaine du développement des

ressources humaines. Il y a cinq directeurs thématiques (dont un qui est DG du programme SAFE) qui dirigent la planification et la programmation dans leur domaine respectif et quatre directeurs nationaux, qui pilotent la mise en œuvre de nos programmes-pays SG 2000.

Il est espéré que nos cinq thématiques fonctionnent de façon parfaitement intégrée, avec des informations clés qui circulent et irriguent tous les niveaux de la matrice avant de gagner un vaste éventail d'organisations extérieures à la SAA avec lesquelles nous travaillons en étroite collaboration. Les thématiques sont les suivantes :

- Amélioration de la productivité agricole (réduire les écarts de rendement exploitable) ;
- Systèmes post-récolte et agroindustrie (pour le développement des entreprises de valorisation) ;
- Partenariats public-privé (pour la fourniture de services de vulgarisation et le développement de l'agriculture familiale) ;
- Développement des ressources humaines (à l'intention du personnel vulgarisateur en milieu de carrière, sous l'égide du SAFE) ; et
- Suivi, évaluation et apprentissage (pour documenter l'impact,

l'efficacité des investissements et pour consolider les acquis).

Une approche par gestion matricielle cadre bien avec les organisations SAA/SAFE. Les cinq directeurs thématiques et leurs équipes nationales collaborent pour progresser vers des objectifs mutuellement convenus et la structure matricielle permet une meilleure assurance qualité technique et le partage des meilleures pratiques. Dans le même temps, les directeurs nationaux ont la possibilité, en consultation avec le directeur général de la SAA, d'adapter les programmes de travail pour qu'ils cadrent bien avec les besoins et les opportunités de leur pays respectif.

Revitaliser la SAA

La mise en œuvre de notre nouvelle structure a exigé un certain nombre de changements au sein de notre effectif. Nous avons eu la tristesse de voir partir certains de nos membres les plus expérimentés ; nous en avons promu d'autres et nous avons accueilli à bras ouverts de nouveaux arrivants. Aux tout premiers rangs, Juliana Rwelamira, éminente économiste agricole de nationalité tanzanienne, a rejoint le Conseil d'administration en juin 2009 en qualité de directeur général de la SAA. Son défi immédiat a été d'amorcer la reconstruction et la revitalisation de l'organisation et elle s'est empressée de recruter une équipe de professionnels, du sang neuf pour l'essentiel. Quatre nouveaux directeurs thématiques ont pris leurs fonctions, au terme

d'une promotion ou d'un recrutement externe, et l'organisation compte désormais quatre directeurs nationaux (dont trois nouvellement arrivés à la SAA). Un complément d'information concernant les mouvements du personnel figure dans le message du Directeur général.

L'une des conséquences de ces changements a été un recadrage sensible de la parité hommes-femmes dans l'organisation. Pour l'heure, la proportion de femmes au sein de notre personnel professionnel est passée de 5 à environ 40 %, l'un des taux les plus élevés dans la communauté des ONG africaines. Ce changement remarquable en termes de parité ne tient pas d'une aspiration au « politiquement correct », mais plutôt de l'intérêt de plus en plus marqué que nous attachons à toucher les agricultrices pour améliorer la productivité agricole et promouvoir le développement d'entreprises post-production.

Nouvelles approches en matière de financement

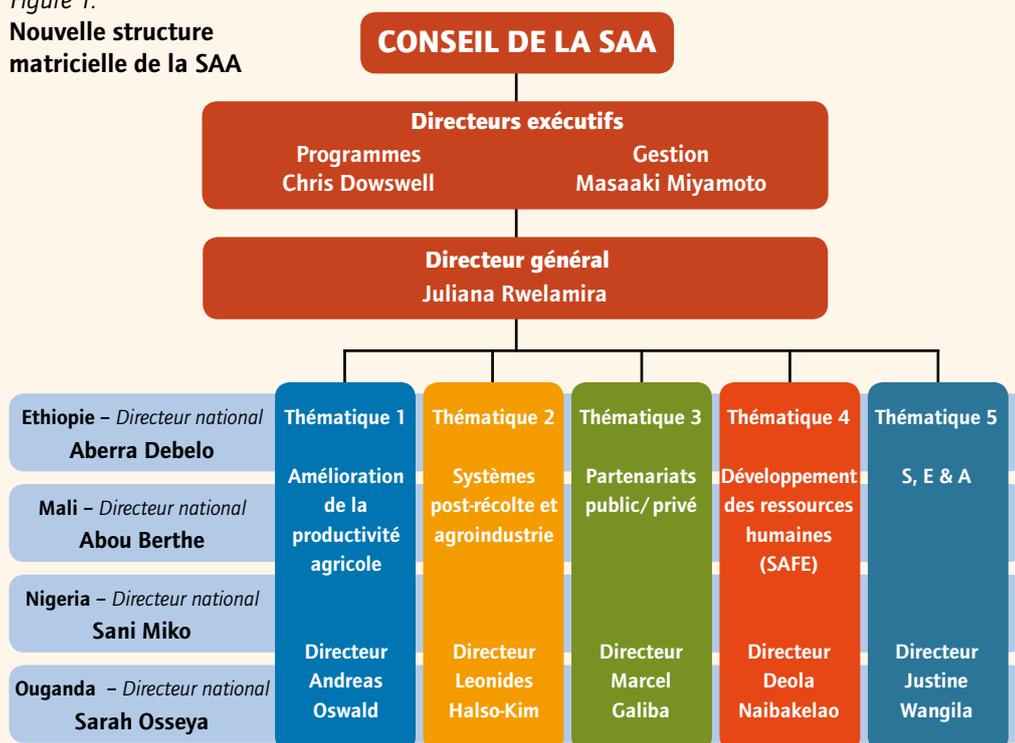
Depuis leur création, la SAA et le SAFE ont misé sur la Nippon Foundation (NF) pour financer leurs programmes agricoles en Afrique. Heureusement, la NF reste résolument décidée à soutenir ces travaux. Mais compte tenu de la nécessité de multiplier nos interventions, la SAA a besoin de s'associer avec un plus grand nombre d'organisations. Nous entendons accroître les budgets annuels de la SAA/SAFE d'au moins 50 % et les efforts de mobilisation des ressources se concentreront sur cinq groupes d'investisseurs potentiels : fondations privées autres que la Nippon Foundation, gouvernements nationaux, organisations bilatérales et multilatérales de développement, partenaires du secteur privé, et les agriculteurs eux-mêmes – mais ces derniers ne financeront pas la SAA directement (voir la rubrique Nouvelles stratégies de financement, pp. 18-19).

Toucher les décideurs

La nature de l'influence du programme SG 2000 dans les milieux politiques a changé. A ses débuts, c'était l'envergure même des pères fondateurs de la SAA qui servait de sésame. A l'avenir, notre influence sera plus directement liée à un impact marqué et vérifiable de nos projets sur les moyens de subsistance des petits producteurs et à la communication de ces résultats au travers d'une participation à des alliances avec d'autres organisations de développement.

Figure 1.

Nouvelle structure matricielle de la SAA



Amélioration de la productivité agricole

L'un des principaux piliers des programmes agricoles de la SAA a été l'introduction et la promotion de technologies permettant d'améliorer la productivité. La productivité agricole reste au cœur de nos travaux mais nous adoptons désormais une approche différente pour démontrer les nouvelles technologies et partager les informations à leur sujet.

Auparavant, les technologies innovantes étaient présentées aux agriculteurs d'une manière prescriptive et autocratique. En 2009, nous avons amorcé un recentrage vers une approche plus participative grâce à laquelle les agriculteurs – bénéficiaires directs des technologies inédites ou perfectionnées – travaillent avec les vulgarisateurs pour identifier les sortes de technologies qu'ils estiment les mieux adaptées à leurs circonstances.

Au-delà de ce changement important, notre objectif de promotion des technologies améliorées est désormais dicté par un souhait explicite d'accroître les revenus des agriculteurs (pas seulement les rendements et la production totale). La rentabilité potentielle influence donc fortement la décision concernant les technologies à démontrer. En outre, nous accordons beaucoup plus d'attention aux agricultrices et nous privilégions des liens plus étroits avec les associations paysannes plutôt qu'avec des particuliers.

Notre nouvelle approche mettra en valeur la formation d'experts dans leur discipline, d'agents agricoles de district (AD), d'agriculteurs et autres parties prenantes, tels que les distributeurs d'intrants et les producteurs de semences. Une formation s'adressant aux agriculteurs et aux AD sera assurée au début, au milieu et à la fin de la campagne agricole. D'autres sessions de formation seront



Les variétés de riz NERICA font partie des cultures démontrées dans le cadre des Plateformes d'apprentissage agricole parrainées par les programmes-pays SG 2000.

axées sur l'agriculture en tant qu'entreprise commerciale, y compris la planification et la définition de priorités, la sélection de technologies, la budgétisation et les comparaisons entre coûts et bénéfices.

Plateformes d'apprentissage agricole

Nos programmes-pays ont entamé l'établissement de plateformes d'apprentissage agricole (PAA) en 2009 en tant que principal mécanisme de formation et de transfert des technologies. Les PAA englobent trois types de parcelles de démonstration. Deux d'entre elles – les parcelles à option technologique (TOP) et les démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) – sont sous l'étroite supervision des vulgarisateurs avec l'appui opérationnel des programmes-pays (tout au moins, dans un premier temps, jusqu'à ce que de nouveaux mécanismes de partage des coûts entrent en vigueur).

Les TOP font normalement 1 500 m² et sont divisées en trois sous-parcelles contiguës de 500 m². La première est consacrée à la démonstration des recommandations officielles des centres nationaux de recherche agricole. La deuxième est une variante de la première mais à un coût inférieur (intermédiaire) et la troisième sert à démontrer la pratique privilégiée par les agriculteurs dans la localité.

Les TOP et les WAD constituent les principaux points focaux pour la formation agronomique communautaire et par groupe et pour l'évaluation des technologies. Les TOP permettent de présenter des innovations technologiques à une communauté plus vaste et servent de lieux d'implantation pour les journées champêtres communautaires.

Il est demandé aux communautés où se trouvent des TOP de choisir des agriculteurs pour s'en occuper. En principe, ceux-ci sont sélectionnés parmi les agriculteurs de chaque communauté les plus compétents, qui maîtrisent déjà assez bien l'utilisation des intrants modernes. Les agriculteurs des TOP fournissent des terres et de la main-d'œuvre ; les programmes-pays fournissent des intrants pour les démonstrations et collaborent avec les vulgarisateurs

Directeur thématique : Andreas Oswald



Andreas Oswald (Allemagne) a été nommé directeur du programme Amélioration de la productivité agricole, à compter de juillet 2010. Il a décroché son doctorat en sciences agricoles à l'Institut des sciences tropicales de l'Université Justus-Liebig (Giessen) en 1993. De 1995 à 2000, il a occupé le poste de chercheur adjoint au CIMMYT (spécialisé dans le contrôle du striga) et de 2001 à 2004, celui d'agronome en systèmes culturaux au Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO). Avant de rallier les rangs de la SAA, A. Oswald a occupé le poste d'expert en gestion intégrée des cultures pour le Centre international de la pomme de terre (CIP) où il était chargé de l'élaboration des stratégies et des technologies des systèmes agricoles et de la gestion de la fertilité des sols pour les pommes de terre et les patates douces dans la région des Andes, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est.

pour assurer une direction technique.

Les WAD sont des variantes simplifiées des TOP. Elles sont spécialement destinées aux agricultrices pauvres en ressources qui, dans le passé, ont été exclues d'une participation directe aux démonstrations agricoles et dont les connaissances techniques et les performances agronomiques sont de ce fait à la traîne par rapport au niveau moyen de la communauté. Les WAD portent sur le niveau intermédiaire à coût inférieur d'une technologie agricole spécifique et leur superficie est généralement comprise entre 500 et 1 000 m². Elles ciblent les groupes d'entraide d'agricultrices qui fournissent des terres et de la main-d'œuvre, tandis que les intrants proviennent des programmes-pays ; quant à l'appui technique (formation), il est assuré par du personnel de programme et de vulgarisation.

Nous avons la conviction que les nombreux agriculteurs qui participent aux formations PAA et aux journées champêtres essaieront les nouvelles options technologiques sur leurs propres terres et à leurs propres frais avant de prendre la décision finale de les adopter et d'accélérer la production. C'est pourquoi nous baptisons ces initiatives « Parcelles d'essais de production » (PTP). Les agriculteurs qui s'occupent de PTP achètent les intrants recommandés et sont libres d'utiliser des parcelles de la taille qu'ils souhaitent. Des conseils techniques leur sont fournis s'ils en ont besoin mais il n'y a pas de supervision directe par le personnel de programme de la SAA ou par des vulgarisateurs.

Activités en 2009

En 2009, six céréales (maïs, sorgho, petit mil, blé, teff et riz),

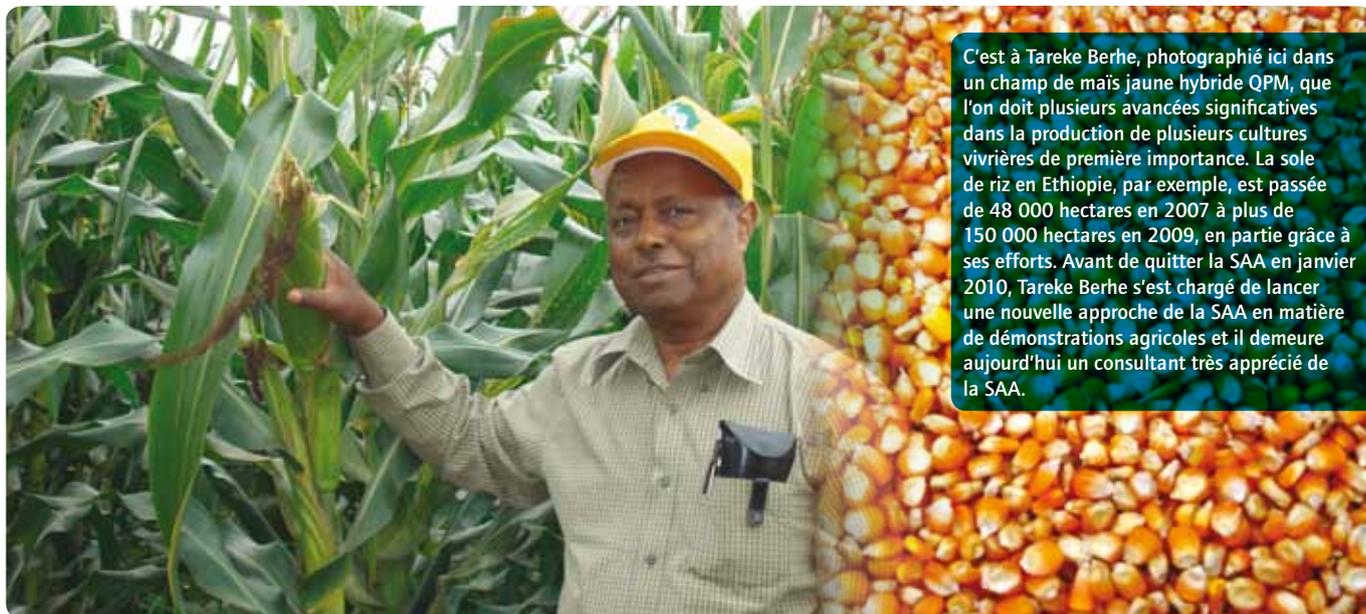
trois légumineuses (fèves, soja et arachide), trois tubercules (manioc, patates douces et pommes de terre irlandaises) et une plante oléagineuse (sésame) ont été cultivés sur des TOP et/ou des WAD. Le nombre de TOP, WAD et PTP mis en œuvre en 2009 est illustré dans le Tableau 1.

Outre les 14 254 participants directs, on recense près de 10 000 autres agriculteurs ayant participé à des programmes de formation et des journées champêtres. La proportion de femmes ayant participé aux démonstrations varie de 12 % en Ethiopie à 62 % en Ouganda.

Afin d'harmoniser et de gérer efficacement les interventions de la Thématique 1 dans les pays phares de la SAA, les activités d'appui suivantes ont été entreprises :

- Fréquentes visites de contrôle/ suivi par le directeur de la Thématique 1 – souvent accompagné d'autres directeurs thématiques ;
- Des manuels de méthodologie de productivité agricole ont été rédigés pour chaque pays ;
- Des visites d'échanges ont été organisées pour le personnel et les agriculteurs ;
- Des ateliers de formation à la Thématique 1 ont été organisés ; et
- Recrutement initial du personnel affecté à la Thématique 1.

Une autre activité importante entreprise dans le cadre de la Thématique 1 a été la compilation des données sur l'existant de la SAA. Il existe désormais des ensembles relativement complets de données recueillies à partir des démonstrations agricoles réalisées sur plusieurs



C'est à Tareke Berhe, photographié ici dans un champ de maïs jaune hybride QPM, que l'on doit plusieurs avancées significatives dans la production de plusieurs cultures vivrières de première importance. La sole de riz en Ethiopie, par exemple, est passée de 48 000 hectares en 2007 à plus de 150 000 hectares en 2009, en partie grâce à ses efforts. Avant de quitter la SAA en janvier 2010, Tareke Berhe s'est chargé de lancer une nouvelle approche de la SAA en matière de démonstrations agricoles et il demeure aujourd'hui un consultant très apprécié de la SAA.

années en Ethiopie, au Nigeria, au Mozambique, au Mali, en Ouganda, en Guinée et au Burkina-Faso. Il est également prévu de recueillir des données dans d'autres pays ayant jadis accueillis des programmes de la SAA.

Si aucune analyse économique rigoureuse n'a encore été réalisée sur la rentabilité des options technologiques utilisées dans les TOP et les WAD en 2009, des différences notables en termes de productivité entre les différentes options ressortent clairement des Tableaux 2 et 3 (les données de l'Ouganda sont présentées ici comme étant représentatives).

Nous nous sommes heurtés à deux contraintes clés lors de la première année d'établissement des PAA : tout d'abord, la disponibilité d'assez de personnel de vulgarisation qualifié qui maîtrise pleinement la nouvelle approche et deuxièmement, le fait que le besoin de reconditionnement des intrants destinés aux démonstrations n'a pas été anticipé correctement. En Ouganda, nous avons pu trouver une société privée qui s'est chargée du reconditionnement mais en Ethiopie, au Mali et au Nigeria, le personnel du programme-pays a dû le faire lui-même. A l'avenir, nous essaierons d'identifier des sociétés privées dans tous les pays phares pour fournir ce service.

Malgré ces contraintes, l'approche par PAA pour démontrer et diffuser les nouvelles options technologiques s'est révélée très prometteuse. Puisque les agriculteurs participent pleinement à la sélection des technologies préférées et à la mise en œuvre des démonstrations, nous misons sur des taux d'adoption nettement plus élevés que par le passé.

Tableau 1. Type et nombre de démonstrations établies en 2009 (par pays).

Pays	TOP	WAD	PTP
Ethiopie	204	306	4 800
Mali	240	240	4 000
Nigeria	200	600	1 554
Ouganda	495	660	3 900
Total	1 139	1 806	14 254

Tableau 2. Rendements obtenus lors des démonstrations sur des TOP, Ouganda, 2009.

Culture	Pratiques culturelles traditionnelles	Recommandations intermédiaires	Recommandations complètes
	Rendement moyen (tonnes/ha)	Rendement moyen (tonnes/ha)	Rendement moyen (tonnes/ha)
Riz	1,6	2,4	3,2
Maïs hybride	1,9	3,5	4,9
Patates douces	5,0	8,8	11,3
Soja	0,6	1,0	1,6
Haricot	0,7	1,1	1,6
Arachide	0,7	1,5	2,1

Tableau 3. Rendements obtenus lors des démonstrations sur des WAD, Ouganda, 2009.

Culture	Pratiques culturelles traditionnelles	Recommandations intermédiaires
	Rendement moyen tonnes/ha	Rendement moyen tonnes/ha
Riz	1,4	3,2
Maïs à pollinisation libre Longe 5	1,2	3,0
Patates douces	3,4	6,7
Soja	0,7	1,6
Haricots	0,9	1,7
Arachide	0,8	1,4
Sésame	0,3	0,9

Systemes post-récolte et agroindustrie

Au cours des 15 dernières années, le programme post-récolte de la SAA, en association avec des partenaires de programmes de développement nationaux, internationaux et d'ONG, a mis au point et démontré un certain nombre de technologies susceptibles d'améliorer les systèmes post-récolte des agriculteurs. Le défi consiste à présent à rapprocher les producteurs des marchés de façon à accroître leurs revenus.

Nous adoptons une approche par chaîne de valorisation, en identifiant les chaînons manquants et en intégrant des activités de programmes qui peuvent contribuer à combler ces vides. A cet égard, notre rôle est de nous associer au personnel de vulgarisation et de travailler avec les agriculteurs de façon à ce qu'ils puissent exploiter les nouvelles opportunités identifiées le long de la filière.

A titre d'exemple, prenons le cas du battage du teff à Shashemene en Ethiopie, dont nous avons déjà parlé dans des numéros précédents du magazine de la SAA. Ce « modèle de prestation de service », qui a débouché sur une prolifération des petites entreprises commerciales de battage en Ethiopie, est désormais copié dans d'autres pays phares afin d'accélérer l'adoption de technologies post-récolte offrant un potentiel de rentabilité. Le programme Systèmes post-récolte et agroindustrie (SPRA) continuera de travailler avec des fabricants de machines agricoles pour développer et démontrer de nouvelles technologies et pour assurer la formation des prestataires de service et d'autres utilisateurs. Nous travaillerons aussi avec ces

groupes pour les aider à trouver des moyens de maintenir l'adoption de technologies.

Valorisation des systèmes post-récolte

En 2009, notre stratégie a été modifiée de manière à intégrer pleinement les opérations post-récolte dans le développement de systèmes alimentaires associés aux chaînes de valorisation agricole (agroindustrie). Les capacités locales des pays phares de la SAA à produire des denrées alimentaires de qualité restent faibles et ces pays continuent d'importer de grosses quantités d'aliments transformés. Le programme encourage donc les associations agricoles à produire des produits commercialisables à partir de cultures moissonnées localement, produits qui peuvent ensuite être vendus sur les marchés locaux et dans de plus grandes villes. Ces produits alimentaires transformés sont préparés à partir de recettes ménagères et des spécialistes en économie domestique fournissent des conseils techniques pour améliorer la valeur nutritionnelle et l'hygiène afin de rendre les nouveaux produits plus attractifs aux consommateurs.

Ces produits peuvent aussi contribuer à stabiliser et à améliorer les prix de vente des denrées locales. Ainsi, le prix de l'arachide dans le district de Babile en Ethiopie a augmenté de plus de 20 % lorsque des coopératives agricoles ont commencé à produire et à vendre du beurre de cacahuètes et des gâteaux à base d'arachide. Ces produits se révèlent très populaires, aussi bien localement qu'en métropole.

Les activités agroindustrielles valorisantes de ce type peuvent accroître le potentiel commercial des denrées alimentaires produites localement. Le programme s'appuie sur ce constat et sur des expériences semblables pour inciter davantage d'associations paysannes – principalement des groupements de femmes – à explorer leurs connaissances ménagères et à développer des produits transformés sur lesquels pourrait se baser une nouvelle agroindustrie.

Directeur thématique : Leonides Halos-Kim



Leonides Halos-Kim (Philippines) est un ingénieur agronome expérimenté qui travaille sur la scène internationale depuis 1980, lorsqu'elle a rallié les rangs du Département du génie agricole de l'IRRI. Son diplôme d'ingénieur lui a été décerné par l'Institut asiatique de technologie (Thaïlande) en 1985 et elle prépare actuellement un doctorat en développement rural (Centre universitaire de téléenseignement de l'Etat de Luzon Central). Elle est entrée à l'IITA en 1991 comme chercheuse spécialisée en génie agricole et transformation alimentaire et elle a été la responsable de son Unité de génie des systèmes post-récolte de 1999 à 2004. Elle a travaillé avec la SAA comme consultant de 2005 à 2008 avant de rejoindre le programme Systèmes post-récolte/ agroindustrie à plein temps en 2009 comme chargée de programme. Suite au départ de Toshiro Mado, elle a été nommée directeur thématique (à compter du 1er janvier 2010).



Le beurre et les gâteaux à base d'arachide, produits par ces coopératives agricoles dans le district de Babile et ailleurs en Ethiopie, se révèlent très prisés par les consommateurs – tant et si bien que les prix de l'arachide se sont stabilisés et ont même augmenté.

Amélioration de l'accès au marché

Depuis sa création en 1986, la SAA s'est principalement concentrée sur la diffusion des technologies d'amélioration de la productivité. On partait de l'hypothèse que les questions de commercialisation seraient réglées par les organismes gouvernementaux compétents ou par le secteur privé. Toutefois, les choses ne se sont pas déroulées de cette façon et la commercialisation des produits agricoles est devenue une entrave majeure à l'adoption des technologies. Après tout, pourquoi adopter de nouvelles technologies de production (souvent plus risquées) si l'excédent de produits ne peut pas être commercialisé facilement ?

Reconnaissant cette contrainte, les programmes-pays de la SAA ont

récemment commencé à accorder plus d'attention aux questions liées au marché, notamment au renforcement des institutions agricoles qui optimisent les capacités commerciales. SG 2000-Ouganda s'est engagé à améliorer l'accès aux marchés par le biais de ses Associations de centres multiservices (OSCA) et à encourager le développement de nouvelles entreprises agroindustrielles. SG 2000-Mali met davantage l'accent sur la transformation première et la commercialisation des céréales par le biais de 20 « Centres de développement » situés dans des villages triés sur le volet et reliés à un service local de crédit financier (appelé CREP). SG 2000-Nigeria soutient des initiatives de développement institutionnel rural agricole, telles que les villages QPM et NERICA, qui regroupent au sein d'un même modèle intégré



Un prestataire de services itinérants de battage à Shashemene, en Ethiopie. Au moment de la moisson, un seul de ces prestataires peut répondre aux besoins de plus de 100 agriculteurs.

En 2009, la SAA a créé un partenariat officiel avec le Centre de formation professionnelle de Selam, une ONG basée à Addis Abeba spécialisée, entre autres, dans le développement de différents types d'engins post-moisson que les petits producteurs peuvent utiliser pour améliorer la qualité de leurs produits. On voit ici Juliana Rwelamira, Directeur général de la SAA et Markus Buechler, Directeur général du Centre de formation professionnelle de Selam, lors de la signature officielle.

plusieurs éléments de production, stockage, transformation, utilisation et commercialisation. Enfin, SG 2000-Ethiopie travaille avec un certain nombre de coopératives agricoles comme dispositif clé pour démontrer et diffuser de nouvelles technologies post-récolte et agroindustrielles.

Le rôle du programme SPRA dans le soutien de la croissance de l'agroindustrie et l'amélioration de l'accès au marché dans les pays phares de la SAA fait intervenir plusieurs composantes. Nous aidons à l'identification et la vérification de technologies améliorées, y compris en termes de processus et de matériel. Nous fournissons aussi à chaque programme-pays les informations requises sur les nouvelles technologies et comment se les procurer. Nous formons des fabricants locaux de manière à ce qu'ils puissent produire durablement et de façon rentable du matériel post-récolte et agroindustriel de qualité. Et, en association avec la thématique 3, nous fournissons un appui technique à chaque programme-pays pour identifier des interactions commerciales le long de la chaîne de valeur agricole afin de faciliter l'utilisation des technologies de valorisation.

Cadre de mise en œuvre du programme

Aux termes de la nouvelle matrice de la SAA, chaque programme-pays a des fonds destinés aux opérations post-récolte et agroindustrielles, comme les démonstrations au champ, le développement d'entreprises de valorisation pilotes, et la fourniture d'infrastructures physiques et de matériel aux centres agricoles ainsi que la formation de fabricants. Il est aussi très important d'optimiser les compétences de gestion des technologies des utilisateurs et une formation à cette fin est également comprise dans chaque budget national.

Au niveau régional, les fonds sont principalement destinés à l'identification et la vérification des nouvelles technologies agroindustrielles pour répondre aux besoins de chaque pays, et pour couvrir les coûts des programmes internationaux de formation à

l'intention des fabricants. En association avec la thématique 5, le suivi des impacts sera effectué par la collecte régulière de données de terrain en collaboration avec chaque programme-pays. La qualité des céréales, les prix et l'évolution des structures commerciales figureront parmi les principaux indicateurs de terrain utilisés pour évaluer les progrès accomplis.

Principales activités en 2009

En 2009, nous avons entamé une évaluation des besoins et une analyse de la chaîne des valeurs afin de mieux comprendre dans quelle mesure les villages sélectionnés dans les pays phares de la SAA participent à des opérations post-récolte et agroindustrielles. Cette étude fournira les informations de référence requises pour un processus de suivi et d'évaluation.

Nous avons démontré plusieurs options technologiques afin d'améliorer la manutention des récoltes à l'issue de la moisson, y compris des engins post-récolte tels que des égreneuses à maïs et des batteuses de riz en Ethiopie ainsi qu'une machine itinérante à usiner



le riz en Ouganda. Plus en aval dans la filière, nous avons démontré différents plats cuisinés à base de riz et d'amarante en Ethiopie et nous avons formé plusieurs associations de femmes pour leur apprendre à les préparer.

En collaboration avec la TVC de Selam en Ethiopie, nous avons développé une nettoyeuse polyvalente et en Ouganda, nous avons travaillé avec la JICA pour tester et perfectionner la machine itinérante à usiner le riz. Nous avons aussi formé plusieurs fabricants de matériels et prestataires de service, vulgarisateurs et utilisateurs des technologies en Ethiopie et en Ouganda.

Nouvelles orientations

Dans la logique de la nouvelle matrice de la SAA, nous sommes sur le point de recruter du personnel pour

la thématique 2, qui sera basé dans chaque pays phare. Ces nouvelles recrues – un coordonnateur et un chargé de programme – auront pour mission de mettre en œuvre des activités SPRA en étroite collaboration avec chaque directeur national et avec le directeur thématique en Ethiopie.

Des plateformes d'apprentissage à l'intention des agriculteurs/transformateurs seront établies et serviront de lieu de démonstration des nouvelles technologies afin d'encourager la création d'entreprises. Ces plateformes serviront aussi de sites de formation pour le personnel de vulgarisation, les agriculteurs et les transformateurs.

L'évaluation des besoins et l'analyse de la chaîne de valorisation débutées en 2009 serviront de base à la sélection et la promotion des technologies appropriées, ainsi qu'à des entreprises agroindustrielles durables et économiquement viables. Une approche plus rigoureuse en vue d'identifier et de former des prestataires de services, issus notamment du secteur privé, sera adoptée pour tenter d'accélérer l'adoption des technologies améliorées. Une fois que le personnel du SPRA sera en place dans les différents pays, nous serons en mesure de déployer complètement et plus radicalement les activités du programme dans chaque pays phare.



Toshiro Mado, responsable des efforts de la SAA dans les systèmes post-récolte et l'agroindustrie depuis 2002, a passé sa dernière année au sein de l'organisation à coordonner le lancement des activités de la Thématique 2 dans les quatre pays phares. Au cours de sa carrière au service de la SAA, il a nourri un vif intérêt envers les opérations postproduction et il a été particulièrement efficace dans le développement de batteuses et d'égreneuses mobiles ainsi que dans la promotion d'initiatives agroindustrielles par des groupements de producteurs, surtout en Ethiopie.

Promotion des partenariats public/privé

Au fil des ans, la SAA a travaillé avec un éventail de partenaires, du public comme du privé. Depuis sa création, la SAA et ses programmes-pays SG 2000 ont travaillé avec des organisations nationales de vulgarisation et de recherche agricole pour avoir un impact au niveau des exploitants – tout en renforçant la fourniture de services de vulgarisation. Ces efforts avec des organisations du secteur public ont souvent été doublés d'une collaboration avec des entreprises agroindustrielles privées, principalement comme sources des intrants requis pour réaliser les activités de terrain. Toutefois, de temps à autre, ces entreprises ont fait davantage : elles ont financé des démonstrations, accordé un crédit (en espèces ou en nature), construit des installations de stockage et acheté des produits. Le succès des liens tissés avec les secteurs public et privé est prometteur pour l'accroissement des efforts de la SAA en vue de développer des partenariats formels avec des entreprises agroindustrielles privées, principalement pour améliorer l'accès des petits exploitants aux services consultatifs agricoles.

Aux termes de la nouvelle stratégie de la SAA, dans un premier temps, quatre ensembles d'activités sont mis en œuvre par la thématique 3 – tous en collaboration avec le personnel des programmes-pays SG 2000 et tous axés sur la promotion de services de vulgarisation plus pluralistes et sur le développement agricole des petits exploitants. Aux rangs de ces activités, on peut citer :

- Le renforcement des capacités des agroentreprises privées (fourniture d'intrants et entreprises agroindustrielles) de façon à ce qu'elles puissent offrir des services de consultation agricole aux petits exploitants ;
- Le renforcement des systèmes d'approvisionnement en semences des petits exploitants (formels et communautaires) afin de soutenir l'amélioration de la productivité des cultures vivrières ;
- L'amélioration des liens institutionnels entre la recherche, la vulgarisation, les agriculteurs, les fournisseurs d'intrants, les institutions financières et les organismes de développement des marchés pour accroître la coordination et améliorer l'impact des services de consultation technique aux petits exploitants ; et
- Aider à négocier des partenariats public/privé entre les associations paysannes et les entrepreneurs commerciaux.

Renforcement des capacités du secteur privé

Le renforcement des aptitudes des petites agroindustries locales, notamment les distributeurs d'intrants, à offrir un appui qualifié aux petits exploitants en termes de vulgarisation est une activité au cœur des préoccupations de la Thématique 3. Aux rangs des pays

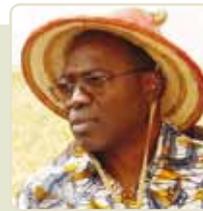
phases de la SAA, c'est l'Ouganda qui détient le plus grand nombre d'agrodistributeurs privés – plus de 2 000 (une moyenne de 29 par district). Ces entreprises sont souvent le premier point de contact des agriculteurs qui ont besoin de conseils techniques ; pourtant, bien souvent elles ne disposent pas de la formation requise en pratiques culturales même rudimentaires. En outre, les intrants qu'elles vendent sont généralement conditionnés pour des opérations à grand débit et non pour des petits exploitants.

En 2009, un partenariat a été noué avec l'Association nationale des distributeurs d'intrants agroalimentaires de l'Ouganda (UNADA), visant à renforcer l'aptitude des distributeurs membres à offrir des conseils agricoles solides et à promouvoir le reconditionnement des produits pour mieux les adapter aux petits exploitants. Une réunion de planification faisant intervenir les principales parties prenantes a été organisée afin de mettre en commun des informations et des expériences et pour élaborer un programme de formation approprié à l'intention des distributeurs d'intrants membres. Un groupe spécial a été formé afin de peaufiner et de finaliser des plans pour la formation des distributeurs, laquelle devrait débuter en 2010.

Le renforcement des systèmes d'approvisionnement en semences des petits exploitants

Une contrainte majeure pour l'amélioration de la productivité agricole dans les pays phares de la SAA réside dans la précarité des systèmes d'approvisionnement et de production de semences. Il existe un mélange de semenciers publics et privés dans ces pays. En Ethiopie, le secteur public domine toujours mais la production de semences

Directeur thématique : Marcel Galiba



Marcel Galiba (Sénégal) a pris ses nouvelles fonctions de directeur du programme Partenariats public/privé à la mi-2009. Il a décroché un doctorat en agronomie (Génétique et sélection végétale) en 1986 de Texas A&M (Etats-Unis) et il a occupé le poste de chercheur de terrain confirmé pour Global 2000 Inc. de 1986 à 1990. Il a ensuite été nommé directeur national pour les programmes SG 2000 au Ghana, au Bénin et au Togo. Par la suite, le programme du Ghana a été confié à quelqu'un d'autre mais ceux du Mali et du Burkina-Faso ont été ajoutés aux responsabilités de M. Galiba. Les programmes du Bénin, du Burkina-Faso et du Togo ont finalement été résiliés et il a pu se consacrer entièrement au programme du Mali depuis le début de 2006.



Les distributeurs agroalimentaires sont souvent les premiers points de contact des petits producteurs qui ont besoin de services de vulgarisation et la SAA s'efforce d'établir des partenariats visant à renforcer leur aptitude à fournir ces services.

communautaire privée tend à croître. En 2009, huit sessions de formation ont été organisées par SG 2000-Ethiopie dans trois régions (Oromia, Amhara et la RNNPS). Plus de 180 techniciens et 200 agriculteurs ont été formés aux méthodologies de multiplication semencière communautaire et, grâce à un financement du programme SG 2000, l'Entreprise semencière d'Oromia a pu former de la même façon 50 agriculteurs issus de 3 zones de la région d'Oromia.

La production et la fourniture de semences en Ouganda est entre les mains du secteur privé depuis plus de 10 ans et nombreux sont les distributeurs d'intrants agricoles et les compagnies semencières privés qui sont organisés sous l'égide de l'Association nationale ougandaise de négociants en semences (USTA). Les ventes de semences certifiées ont plus que sextuplé au cours de cette période, mais elles sont toujours

très en deçà du volume estimatif de 50 000 tonnes qui serait requis pour couvrir la demande actuelle. Un partenariat informel avec l'USTA a été établi en 2009, dont l'objet était de renforcer les capacités des compagnies semencières sélectionnées et de leurs producteurs grâce au recours à des pratiques culturales solides et en fournissant des formules de production de semences adaptées aux agriculteurs. Dans le cadre de ce dispositif, SG 2000-Ouganda va travailler avec trois compagnies semencières (NASECO, EASCO et PEARLSEED Ltd.) pour identifier des lacunes dans le système et élaborer un plan afin de les combler.

Au Mali, SG 2000 a soutenu la création de deux entreprises semencières dans la région de Sikasso : les compagnies semencières Daouda Traore (DT) et Youssouf Sangare (YS). YS a produit un total de 140 tonnes sur 42 hectares et DT a

produit 17,2 tonnes sur 14 hectares (Tableau 4). Les deux semenciers sont d'anciens agriculteurs du programme SG 2000 qui ont participé à des activités de démonstration au champ. Ils ont démarré avec des parcelles de 0,5 et 1,0 hectare de maïs QPM et ont saisi les possibilités de formation qui s'offraient à eux. Lorsqu'ils ont compris qu'il existait un marché semencier inexploité dans la région de Sikasso, ils ont chacun décidé de démarrer des entreprises d'approvisionnement en semences et sont devenus de gros agriculteurs couronnés de succès dans la région.

Amélioration des liens institutionnels

Les relations avec les agriculteurs, les chercheurs, les experts en vulgarisation et les entreprises agroindustrielles ont toujours été ténues dans les pays phares de la SAA. La thématique 3 travaille donc avec les programmes-pays SG 2000 pour regrouper les principales parties prenantes afin de mieux coordonner les systèmes et d'accroître l'efficacité.

Le développement de la stratégie participative de la SAA a permis d'amorcer le renforcement des liens institutionnels. Des réunions avec un éventail d'acteurs ont été organisées dans les quatre pays phares. En Ouganda, par exemple, une réunion nationale annuelle de planification des acteurs a été organisée sur deux jours par le SG 2000 début 2009 afin d'obtenir des avis sur la stratégie proposée et pour faciliter le partage d'information et la création de liens entre les agents du ministère et du district, les organisations du secteur privé, des ONG locales et des représentants des bailleurs de fonds. En Ethiopie, trois réunions de ce type ont été organisées, une au niveau fédéral et deux au niveau régional. Si ces rencontres visaient

principalement à passer au crible la nouvelle approche de la SAA, elles ont aussi offert aux principaux acteurs éthiopiens une rare occasion de dialoguer et de brasser des idées – parfois pour la première fois.

D'autres interventions du SG 2000 promeuvent aussi de meilleurs liens institutionnels. Au Mali, par exemple, des organisations agricoles soutenues par SG 2000 nouent des liens plus étroits avec des agro-distributeurs par le biais d'un projet parrainé par l'AGRA visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement en intrants et la production destinée au marché. Au Nigeria, SG 2000 a collaboré avec trois fournisseurs d'intrants privés – SARO Agro-Chemical, MANOMA Seed Company et Excel Organic Fertilizer Company – pour créer des démonstrations de produits et fournir une formation à la production agricole à des agriculteurs désignés des États de Kano et de Jigawa. SG 2000 a également aidé 25 agriculteurs et éleveurs dans cinq villages à obtenir un crédit bancaire abordable à hauteur de 5,9 millions de Nairas (~ 39 000 dollars US) et le programme a organisé une formation pour apprendre à obtenir ce genre de prêts et à les gérer correctement.

Connecter les organisations agricoles aux entrepreneurs commerciaux

Les petits exploitants éprouvent souvent des difficultés à accéder aux marchés et c'est l'une des principales raisons à l'origine de la création d'associations paysannes. Si les intermédiaires jouent un rôle important pour rapprocher les agriculteurs de leurs marchés, bien souvent, ils n'hésitent pas à exploiter les coopératives agricoles plus faibles. Devant ce constat, les programmes-pays SG2000 sont devenus de plus



Afin de respecter les critères de qualité imposés par le programme P4P, les agriculteurs doivent améliorer la transformation traditionnelle des produits après la récolte. Ici, on procède à des essais de la « batteuse Bamba », développée au Sénégal, sur des cultures de millet au Mali.

en plus impliqués dans la facilitation de liens directs entre les groupements d'agriculteurs et les entrepreneurs commerciaux et dans le renforcement de l'aptitude des agriculteurs participants à négocier des accords contractuels intéressants et à les honorer.

SG 2000-Mali a été particulièrement dynamique dans ce domaine. Le programme a commencé à soutenir une Bourse nationale des céréales en 2006, qui a permis aux agriculteurs associés d'accéder au marché national des céréales pour négocier directement avec des acheteurs, certains venant même de pays voisins. L'expérience a vite montré le besoin d'une bourse séparée axée sur la commercialisation de semences certifiées, laquelle a été mise sur pied en 2008. Six organisations publiques et privées ont rejoint SG 2000 dans le soutien de cette initiative et, durant cette deuxième manifestation commerciale, 35 contrats ont été

signés – d'une valeur d'environ 290 000 dollars US – en vue de fournir près de 440 tonnes de semences pour 11 produits différents.

SG 2000-Mali a également ouvert la voie pour que la SAA s'implique au niveau national dans l'initiative Achats pour le Progrès (Purchase for Progress – P4P) du Programme alimentaire mondial. En mai 2009, SG 2000 a été sélectionné comme l'un des rares partenaires à participer aux activités P4P organisées dans le pays. L'Initiative prévoyait l'achat de 1 500 tonnes de millet et de sorgho pour l'année, avec au moins 300 tonnes en provenance d'organisations paysannes associées au Programme.

Une formation concernant le programme P4P a été organisée à l'intention de 42 organisations paysannes et 330 agriculteurs (dont 180 femmes). Du personnel de diverses organisations comme le ministère malien de l'Agriculture, Afrique Verte et le Secours catholique du Mali ont assisté à ces stages, qui leur ont offert d'excellentes occasions de renforcer les liens entre les différents acteurs impliqués dans l'Initiative P4P et le développement de l'agriculture familiale en général.

Des contrats avec six organisations agricoles affiliées au programme SG 2000 ont été signés pour la fourniture de 480 tonnes de millet et 220 tonnes de sorgho. Au final, toutefois, seulement un peu plus de 409 tonnes de millet et 212 tonnes de sorgho ont été fournies dans le cadre de ces contrats, le déficit étant essentiellement dû à des difficultés de production imprévues pour plusieurs groupements agricoles. Néanmoins, on estime l'initiative réussie et ses enseignements sont appliqués aux nouvelles négociations P4P, aussi bien au Mali que dans d'autres pays phares de la SAA.

Tableau 4. Production de semences en 2009 par les compagnies semencières Traoré & Sangaré à Sikasso

Semencier	Cultures	Variété	Superficie cultivée (ha)	Rendements (kg/ha)	Production (tonnes)
Daouda Traoré	Maïs	Dembagnuma	5	1 600	8
		Nerica 4	5	1 300	6,5
	Riz	Gambiaka	2	1 000	2
		Sik 353 A10	2	600	1,2
Youssouf Sangaré	Maïs	Sotubaka	2	3 000	6
		Dembagnuma	1	3 200	3,2
	Riz	Nerica 4	13	1 785	23,2
		Gambiaka	6	4 000	24
	Maïs	Sotubaka	10	5 000	56
	Riz	Nerica 4	6	1 933	11,6
	Dissi	4	4 000	16	

Développement des ressources humaines

Le développement des ressources humaines est un élément clé de la nouvelle matrice de la SAA et la gestion de cette thématique a été confiée au très capable Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE). Axé sur le renforcement des compétences des vulgarisateurs en milieu de carrière, le SAFE a continué d'enregistrer une hausse constante du nombre d'inscriptions au cours de l'année universitaire 2009/10, malgré le fait que le nombre de programmes soit resté stationnaire. SAFE gère toujours 13 programmes dans neuf pays, y compris les quatre pays phares de la SAA. Le nombre total de bénéficiaires est passé de 2 626 en 2008/2009 à 2 854 en 2009/10 (Tableau 5), pour traduire la pertinence constante de l'initiative SAFE et l'intérêt que les secteurs public et privé accordent à nos programmes comme moyens de renforcer les compétences de leur personnel.

Ethiopie

Les programmes des Universités d'Haramaya et d'Hawassa en Ethiopie progressent bien. L'Université d'Haramaya continue de s'impliquer activement dans les activités du SAFE en montrant l'exemple à d'autres programmes en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Le personnel SG 2000 a donné des conférences concernant leurs interventions sur le terrain à l'intention des étudiants de l'Université d'Hawassa. Les conférences se sont révélées particulièrement utiles pour créer une prise de conscience des sujets possibles pour des stages supervisés en entreprise (SEP). Par la suite, un membre du personnel a joué un rôle consultatif et fourni des conseils techniques aux étudiants à mesure qu'ils développaient et montaient leurs projets.

Mali

Le programme de licence de l'Institut polytechnique rural de formation et

de recherche appliquée (IPR/IFRA) au Mali, et les études préparant au diplôme du Collège agricole de Samanko affichent aussi des progrès réguliers, en termes d'augmentation des inscriptions mais aussi de nombre de diplômés. A la différence du programme de licence de l'IPR/IFRA, la proportion de femmes inscrites au cycle de préparation du diplôme au Collège agricole de Samanko est passée de 16 % en 2008 à 36 % en 2009. Le ministère de l'Agriculture continue de soutenir le programme et il a pris des dispositions budgétaires pour appuyer les Projets de SEP.

L'association d'anciens élèves du Mali est l'une des plus actives. Ses membres participent régulièrement à la supervision des étudiants durant leur SEP dans leur région d'affectation. Cette participation active permet de renforcer les liens avec les enseignants, les étudiants, le ministère de l'Agriculture et les communautés rurales. Tout comme les autres pays où le SAFE gère des



Esther Koranteng (à gauche), étudiante en milieu de carrière au Collège agricole de Kawadaso (Ghana) parle de son stage supervisé dans une entreprise de cacao avec Lois Mensah (à droite), son professeur et directeur de thèse au KAC. Derrière elles, on peut voir des agriculteurs du district de Tafo dans l'Est du Ghana, qui admirent la bonne santé des jeunes plants hybrides de cacao vantés par l'étudiante.

Directeur thématique : Deola Naibakelao



Deola Naibakelao (Tchad) est directeur général du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE). Son doctorat en sociologie rurale lui a été décerné en 1982 par l'Université de Lyon II (France) et il a rejoint la SAA en 1991 comme chargé de programme basé au Ghana. En 1993, il a été invité à prendre le poste de représentant de la SAA au Ghana pour le tout nouveau programme SAFE. En 1998, il a été nommé directeur du programme SAFE, basé au Burkina-Faso, et en 2002 il a pris la direction générale du SAFE, chargé de superviser 13 programmes dans 9 pays. Sous la nouvelle structure de la SAA, la thématique 4 (Développement des ressources humaines) est gérée par le SAFE. D. Naibakelao porte donc deux casquettes : celle de directeur général du SAFE et celle de directeur thématique du Développement des ressources humaines.

programmes, les agriculteurs sont heureux d'accueillir des étudiants et de travailler avec eux car ils apprécient les SEP (et peuvent en tirer des enseignements).

Nigeria

Dès sa création en 2002, le programme SAFE de l'Université Ahmadu Bello (ABU) au Nigeria a enregistré des inscriptions régulières, qui reflètent la pertinence des études proposées et un taux de demande élevé. La plupart des diplômés travaillent actuellement dans des Projets de développement agricole (PDA), des Fadamas, ou des ONG réputées.

L'Université Bayero à Kano (BUK) au Nigeria a enregistré des progrès réguliers en 2009. Les principales parties prenantes (PDA, ministère de l'Agriculture et ministère des Collectivités locales) ont donné leur aval aux personnels inscrits au programme en assumant la totalité des droits d'inscription et autres frais, y compris les salaires. Le comité de gestion conjoint ABU/BUK du SAFE est désormais bien établi et des visites d'échange régulières sont effectuées entre les deux universités afin de régler des questions ayant trait à la mise en œuvre du programme.

Le personnel du SAFE s'est rendu dans l'Etat d'Adamawa au Nigeria pour s'entretenir de l'élargissement du programme et de possibilités de partenariat. En outre, l'Université de l'Etat d'Adamawa et l'Université d'Illorin ont été évaluées en 2009 pour déterminer leur potentiel à accueillir des programmes SAFE. Les deux universités sont dotées de salles de conférence, de dortoirs et autres infrastructures adéquates ; elles bénéficient aussi d'un encadrement

motivé et d'un personnel de qualité pour mettre en œuvre un programme SAFE de façon performante.

Ouganda

Le soutien que le SAFE accorde actuellement à l'Université de Makerere en Ouganda met l'accent sur un nouveau mode de prestation, davantage tourné vers le téléenseignement. En 2009, l'université a entamé la rédaction de manuels didactiques destinés à la version par correspondance du programme standard à l'intention des vulgarisateurs en milieu de carrière.

Evaluations des besoins

Des ateliers d'évaluation des besoins des parties prenantes et des enquêtes d'évaluation ont été réalisés en Ethiopie, au Mali, au Nigeria et en Ouganda afin d'identifier les besoins ressentis en termes de vulgarisation agricole et de développement rural. Il ressort clairement des comptes rendus des ateliers et de l'enquête qu'il est nécessaire de revoir le cursus tout au long des filières agricoles et de diversifier les modes d'enseignement (téléenseignement, cours par alternance, cours le weekend et mini-stages) afin de tenir compte des candidats qui ne peuvent pas se permettre de s'inscrire à un programme d'études classique.

L'importance du réseautage

L'établissement de réseaux entre les institutions qui participent au SAFE est primordial pour renforcer une collaboration efficace axée sur la pérennité et la pertinence des programmes. Des ateliers régionaux sont planifiés de temps à autre pour



Abdi Azaz (au bout à droite), étudiant en milieu de carrière à l'Université d'Hawassa (Ethiopie), discute de son SEP sur la production de carottes avec des agriculteurs et ses directeurs de stage.

contribuer à ce processus, comme par exemple une rencontre régionale pour l'Afrique de l'Est organisée en 2009 à Addis Abeba en Ethiopie, qui a rencontré un franc succès. L'atelier a exploré comment améliorer la formation des professionnels de la vulgarisation en milieu de carrière sur la base des expériences des participants à ce jour ; il a réuni des représentants des universités et des ministères de l'Agriculture de la région, mais aussi de l'Université polytechnique de Bobo Dioulasso au Burkina-Faso (Afrique de l'Ouest).

Un atelier régional pour les institutions francophones qui gèrent des programmes SAFE s'est tenu à Bamako au Mali, en mai 2010. Il a réuni des représentants du Bénin, du Burkina-Faso et du Mali. Le principal objectif de la réunion était d'harmoniser les cursus autour des principaux domaines émergents (en mettant particulièrement l'accent sur les chaînes de valorisation agricole) pour qu'ils restent pilotés par la demande et toujours pertinents. Les participants ont aussi jeté un regard critique sur la question de la parité entre les sexes pour ce qui touche à la formation.

Défis

Les principaux défis auxquels est confronté le SAFE comprennent désormais :

- La façon de toucher un public plus vaste par le biais de nouveaux modes d'enseignement ;
- La question de la parité en termes d'accroissement du nombre de femmes inscrites au programme, ainsi que le nombre de membres de la faculté de sexe féminin dans les universités et les collèges participants ;

- L'examen et le développement d'un cursus mettant l'accent sur les chaînes de valorisation agricole ;
- Encourager les universités et collèges affiliés au programme à devenir plus proactifs dans l'identification de nouveaux débouchés de formation pour toujours rester d'actualité ; et
- Reconcentrer et consolider les liens entre les ministères de l'Agriculture et les universités/ collèges participants en aidant les ministères à exprimer leurs besoins en termes de développement des ressources humaines.

Comment aller de l'avant

Compte tenu de la demande croissante de formation des vulgarisateurs en milieu de carrière et des difficultés rencontrées par les candidats employés par le secteur privé et par les femmes pour s'inscrire à des programmes à temps plein, il est impératif de proposer de nouveaux modes d'enseignement. Le téléenseignement, des cours en alternance, des cours le week-end, des mini-stages, etc. sont autant d'options qu'il convient d'étudier afin de diversifier notre offre classique. Nous avons entamé le développement de modules de formation qui cadreront avec ces nouveaux modes d'enseignement et, à l'avenir, ce travail restera une priorité.

Il existe maintes données qui tendent à prouver que les petits agriculteurs peuvent augmenter sensiblement leur revenu s'ils transforment leurs produits et les valorisent. Les services de vulgarisation continuent de se concentrer sur la production et sont souvent mal équipés pour fournir des

conseils concernant d'autres stades de la filière. C'est la raison pour laquelle notre processus d'examen et de développement d'un nouveau cursus se penchera sur des éléments clés des chaînes de valorisation agricole, sur les marchés et sur l'autonomisation des organisations paysannes.

Nous devons aussi veiller à ce que les universités et les collèges élargissent leurs critères d'admission pour ouvrir leurs portes aux candidates ayant

des formations dans des domaines de production non agricoles, comme l'économie domestique, la nutrition, la science des aliments et les études sur le développement. En outre, les déséquilibres qui existent entre les sexes dans les facultés doivent être résorbés. Il y a très peu de femmes enseignantes impliquées dans les programmes SAFE et des bourses individuelles devraient être proposées à des enseignantes potentielles afin d'accroître leur nombre.

Tableau 5. Statistiques du SAFE, 31 décembre 2009

Cycle de licence et diplôme pour vulgarisateurs en milieu de carrière	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	371	25	396
Collège agricole de Kawadaso, Ghana (Diplôme)	309	94	403
Haramaya, Ethiopie (Licence)	312	57	369
Hawasa, Ethiopie (Licence)	21	92	113
Makerere, Ouganda (Licence)	176	12	188
Sokoine, Tanzanie (Licence)	423	183	606
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	86	90	176
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	48	77	125
Ahmadu Bello, Nigeria (Licence)	72	65	137
Université Bayero, Kano, Nigeria	0	66	66
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	51	16	67
Bobo-Dioulasso, Burkina-Faso (Licence)	20	36	56
Collège Bunda, Malawi (Licence)	22	26	48
Total partiel	1 911	839	2 750
Bourses d'études	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	0	6
Licence	32	0	32
Maîtrise	59	2	61
Doctorat	3	2	5
Total partiel	100	4	104
Total général	2 011	843	2 854

Suivi, évaluation et apprentissage

Alors que la SAA déploie sa nouvelle matrice, l'apprentissage et l'innovation doivent être au cœur de la conception du programme de l'organisation et de ses interventions sur le terrain. Par conséquent, une partie des activités cruciales pour l'avenir portera sur le suivi systématique des résultats des programmes de terrain de SG 2000, l'évaluation et la documentation de l'efficacité des investissements de la SAA, puis l'utilisation des leçons apprises afin de modifier le programme de travail selon les besoins.

Les premières mesures vers l'établissement d'une approche formelle pour le suivi et l'évaluation de l'impact des travaux de la SAA ont été prises dès 2006, lorsqu'un projet indépendant de « Système de connaissances pour suivre et évaluer les impacts de la SAA et des activités des partenaires » a été amorcé à la demande de la Nippon Foundation. La Fondation a négocié un accord avec le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) afin de concevoir et mettre en œuvre un projet quinquennal visant à évaluer les résultats et les impacts de ses investissements au cours de la phase actuelle 2006-10 dans deux pays phares de la SAA – l'Éthiopie et l'Ouganda.

Objectifs du projet

Le projet a développé un système de connaissances conçu pour permettre le suivi et l'évaluation des moyens de subsistance des paysans affiliés découlant de technologies et d'activités promues par les deux programmes SG 2000. Parmi les objectifs du projet figuraient :

- La mesure, le suivi et l'évaluation des bénéfices des activités des programmes-pays SAA/SG 2000, ainsi que le rayonnement des offres technologiques et leurs effets sur les moyens de subsistance des agriculteurs ;
- La mesure des impacts de SG 2000 et des changements au fil du temps ;
- L'élaboration d'une évaluation des impacts et de bases de données géoréférencées des moyens de subsistance accessibles sur le web ; et
- Une communication efficace à différents publics des résultats du projet et de leurs implications en termes de politiques.

Plus précisément, le projet a systématiquement suivi, mesuré et évalué la diffusion et les bénéfices des offres technologiques ciblées principalement sur la production de maïs et de blé, les façons culturales de conservation et les efforts postproduction, y compris

les systèmes post-récolte et l'agroindustrie. D'autres cultures importantes au sein des systèmes agricoles locaux, comme le riz NERICA, les haricots et le teff, sont aussi surveillées dans le cadre du projet. Avec l'aide de partenaires nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles en Éthiopie et en Ouganda, le personnel de projet recueille, compile et analyse les données de terrain et a mis sur pied des bases de données géoréférencées ayant trait à des ménages agricoles types.

Le projet a employé une équipe de chercheurs sociaux et d'économistes formés aux principes de base des sciences sociales et de la recherche participative, ainsi que des experts en SIG et en analyses spatiales. La formation de vulgarisateurs et d'étudiants en licence comme enquêteurs pour les activités de suivi-évaluation et de détermination de l'impact sur les moyens de subsistance a été une composante cruciale des premières années du projet. La formation a couvert les enquêtes auprès des ménages et de la communauté afin d'évaluer et de suivre les impacts des interventions du SG 2000. Elle a aussi englobé l'évaluation participative des moyens de subsistance, le développement de données de référence ainsi que des stratégies d'échantillonnage et des techniques d'interview appropriées. Le choix participatif des indicateurs d'impact des technologies a également figuré dans le programme de formation, tout comme l'évaluation de l'impact sur la société et sur la pauvreté (sur la base de la vaste expérience de l'unité du CIMMYT chargée des évaluations d'impact), la conception et la planification des enquêtes ainsi que l'utilisation d'outils d'enquête automatisés (p. ex. des PDA portables pour la collecte de données).

Le partage des résultats

De plus en plus, les conclusions du projet et leurs implications en termes de politiques générales sont communiquées au travers d'ateliers et de publications, ainsi que par le biais du site web du

Directeur thématique : Justine Wangila



Justine Wangila (Kenya) a pris ses fonctions de directeur de la thématique 5 (Suivi, évaluation et apprentissage) en juin 2010. J. Wangila est économiste de formation et titulaire d'une maîtrise de l'Université de Nairobi (1990). Il dispose de 16 années d'expérience comme économiste et statisticien auprès de divers organismes publics et privés du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Malawi, du Rwanda, de l'Éthiopie, de Madagascar et des États-Unis. De 1998 à 2005, il a occupé les fonctions d'économiste adjoint à l'ICRAF, avant de rallier le Centre des Objectifs du Millénaire pour le développement (Institut de la Terre de l'Université de Columbia, aux États-Unis) comme économiste agricole régional basé au Kenya. L'essentiel des travaux de J. Wangila se sont axés sur le développement et l'utilisation d'ensembles de données socio-économiques complexes ayant trait au suivi, à l'évaluation et à la détermination des impacts.

projet (www.sg2000ia.cimmyt.org). Ce site web (Figure 2), inauguré en 2008, est hébergé et entretenu par le CIMMYT et il contient des informations contextuelles détaillées sur l'initiative et sur l'approche adoptée. Plus de 20 rapports économiques techniques, y compris des projets d'articles révisés par les pairs et publiés dans des journaux internationaux, sont accessibles sur le site. Une fois saisi un mot de passe (disponible sur demande), les utilisateurs peuvent visualiser plus de 16 ensembles de données, y compris les résultats des données de base,

des enquêtes communautaires, un suivi périodique, etc. émanant de six sites expérimentaux majeurs en Éthiopie et trois en Ouganda où le projet SG 2000 gère des programmes-pays. Sur le site figurent aussi des cartes interactives Google Earth et ArcView (Figure 3), qui sont reliées aux informations recueillies sur toutes les exploitations faisant l'objet d'un suivi ainsi qu'un ensemble d'outils de recherche servant à collecter et à surveiller des données socio-économiques (et/ou agronomiques) en temps réel.



Figure 2. Site web du projet de suivi et d'évaluation des impacts <http://sg2000ia.cimmyt.org/>

Applications pratiques

Le projet se concentre sur l'évaluation des impacts sur les moyens de subsistance des petits exploitants. Il englobe les impacts directs et indirects, positifs et négatifs, prévus et imprévus. Les retombées notables sont également évaluées, y compris sur les non-participants locaux, les ONG, le secteur privé et sur les efforts et politiques de développement local.

Par le biais de ce projet, la portée et l'impact des activités SG 2000 en Ethiopie et en Ouganda sont rendus plus visibles à la communauté internationale ; l'exploitation du projet est plus conviviale pour un vaste éventail d'institutions motivées par la réduction de la pauvreté. Cette information aidera la SAA et d'autres organisations à cibler les activités de recherche et développement futures d'une manière qui sera plus clairement pertinente et qui aura un impact plus fort. Cela devrait

aussi accroître la prise de conscience des décideurs, des agriculteurs et des consommateurs concernant les avantages des activités SG 2000 et les principaux obstacles qui brident la réalisation d'impacts plus marqués. En outre, les résultats du projet devraient contribuer à éclairer la prise de décisions en matière de politiques de développement local. Les données sont également mises à la disposition des étudiants en milieu de carrière du programme SAFE qui les utilisent dans les deux pays.

Développement d'un système exhaustif de SE&A

Un résultat primordial du processus de planification stratégique de la SAA concerne l'engagement formel de l'organisation envers une meilleure appréciation et une documentation plus rigoureuse des impacts de ses investissements. La thématique 5 cristallise cet engagement et elle

travaillera avec les autres thématiques de la SAA et les programmes-pays SG 2000 pour mettre en œuvre un système rentable de suivi, d'évaluation et d'apprentissage. Les leçons apprises au travers du projet d'évaluation des impacts du CIMMYT guideront le développement d'un système SE&A plus exhaustif pour la SAA.

Dans le cadre du processus de planification, la SAA a également conclu un accord avec le CIMMYT afin de développer un système préliminaire de SE&A, qui sera modifié en fonction des besoins et mis en œuvre une fois que le nouveau directeur de la thématique 5 aura été recruté. Globalement, le système visera principalement le suivi des intrants et des produits de chaque activité et il s'efforcera de faciliter l'apprentissage précoce. Ainsi, le système devrait permettre l'évaluation rapide des technologies et des activités proposées, la gestion des informations clés dans

toute la matrice et la modification opportune des investissements de la SAA. Au fil du temps, des données de terrain détaillées seront recueillies et les performances des partenaires seront surveillées et documentées.

Le suivi et l'évaluation des impacts et des résultats seront destinés à soutenir le processus d'apprentissage organisationnel de la SAA. En gros, les principales activités de la thématique 5, tout au moins au départ, impliqueront la conception d'outils et de méthodes d'évaluation ainsi que la sélection et la formation d'équipes SE&A au niveau national. Les données d'impact et de résultats seront recueillies et analysées et les conclusions seront communiquées à des publics clés à l'intérieur de la SAA afin d'encourager l'apprentissage organisationnel. Les partenaires, les appuis financiers et autres parties prenantes recevront aussi des mises à jour périodiques sur le chantier SE&A.

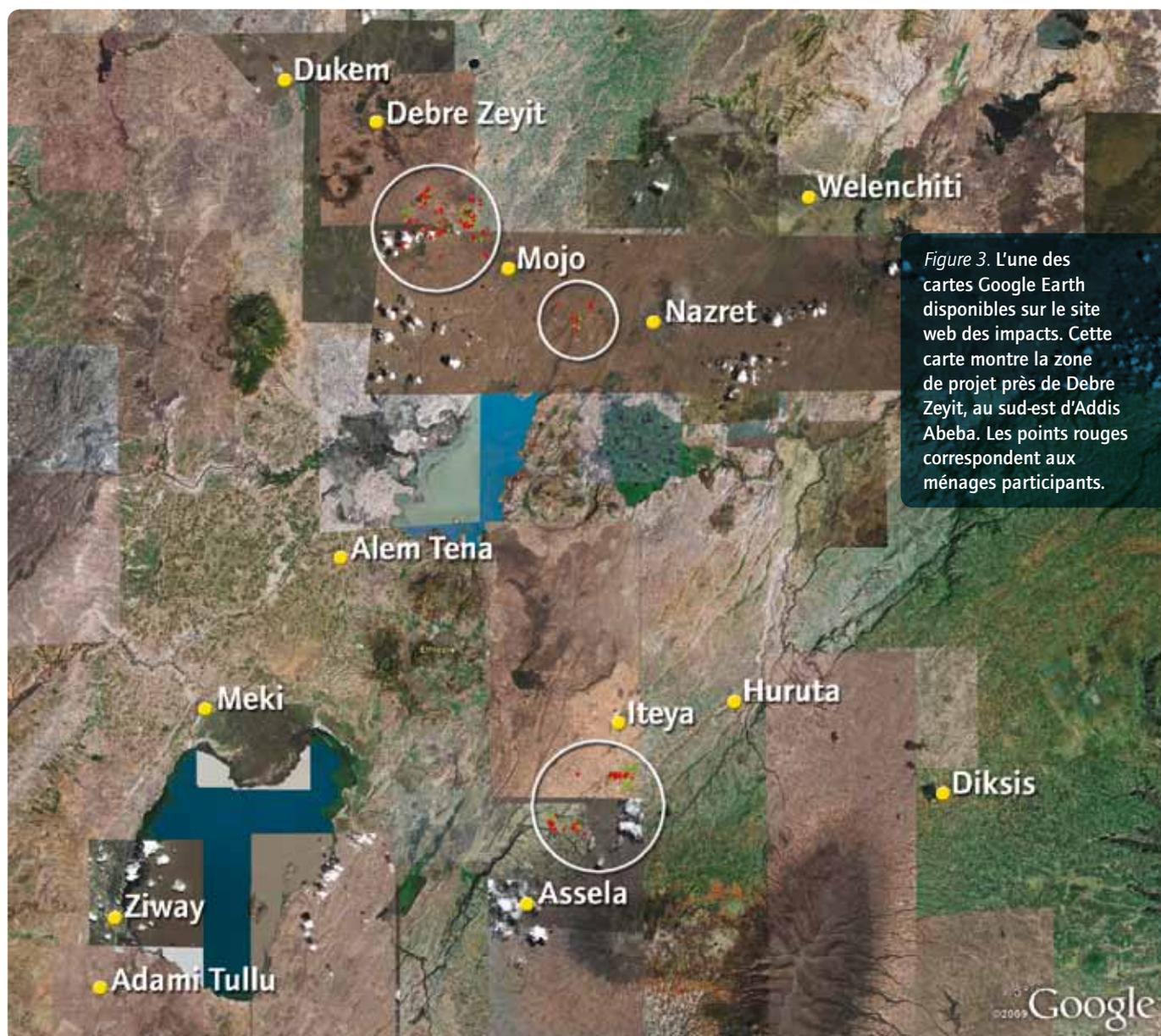


Figure 3. L'une des cartes Google Earth disponibles sur le site web des impacts. Cette carte montre la zone de projet près de Debre Zeyit, au sud-est d'Addis Abeba. Les points rouges correspondent aux ménages participants.

Dans la logique de la stratégie révisée et de la nouvelle matrice de la SAA, le programme SG 2000-Ethiopie a restructuré ses travaux. Améliorer la productivité agricole demeure une activité majeure, mais il faut désormais accorder plus d'attention aux opportunités post-récolte et, notamment, à l'amélioration de l'accès des agricultrices et des groupes agroindustriels aux services consultatifs de vulgarisation agricole. En outre, le Programme s'efforce de renforcer les partenariats public/privé de façon à permettre au secteur privé émergent du pays de consolider les systèmes de prestations de services consultatifs de vulgarisation.

Amélioration de la productivité agricole

En collaboration avec la thématique 1, SG 2000-Ethiopie adopte une approche participative pour établir des plateformes d'apprentissage où les agriculteurs affiliés peuvent apprendre par la pratique et adapter les nouvelles technologies à leurs propres besoins et à leurs circonstances. Un nombre croissant d'agricultrices participent au processus d'apprentissage, principalement au travers de la mise en œuvre de démonstrations par bons destinées aux femmes ou WAD.

Les plateformes d'apprentissage agricole sont constituées de parcelles à option technologique (TOP) et de WAD. Grâce aux TOP, les agriculteurs testent et sélectionnent des taux appropriés d'engrais pour leurs sites particuliers, au lieu de se contenter d'appliquer la recommandation arbitraire existante de 100 kg/ha de DAP et d'urée. Les TOP sont établies aux Centres de formation agricole (CFA) et/ou sur les champs des agriculteurs et elles sont composées de trois sous-parcelles de 500 m², qui démontrent chacune les effets d'un taux d'application d'engrais différent. L'une des sous-parcelles montre les effets de l'application de DAP et d'urée au taux recommandé par les chercheurs. Les deux autres démontrent ce qui se passe si les taux d'application font 50 % de plus ou 50 % de moins que le taux

recommandé. Un total de 204 TOP a été établi en 2009, pour démontrer les effets de l'application d'engrais sur 6 cultures vivrières différentes.

Les démonstrations par bon sont destinées à inciter davantage de femmes à s'impliquer dans le processus d'apprentissage et, par conséquent, elles sont principalement établies sur des champs d'agricultrices. Chaque WAD couvre une superficie de 1 000 m² et démontre uniquement le taux d'application d'engrais le plus bas (et donc le plus abordable). En 2009, un total de 306 WAD a été établi sur des champs de production ; là encore, les démonstrations ont porté sur 6 cultures différentes. SG 2000 fournit les intrants requis pour les TOP et pour les WAD et il appuie les agents de développement qui fournissent un soutien technique et une supervision aux producteurs de TOP et de WAD.

Outre les TOP et les WAD, SG 2000 facilite l'établissement de parcelles d'essais de production (PTP) par des producteurs plus expérimentés qui sont habitués à acheter des intrants modernes et à les utiliser, même si dans certains cas, il leur faut parfois des conseils techniques pour savoir comment les appliquer correctement. En 2009, un total de 4 800 PTP a été établi sur des champs de production, qui portaient sur 5 cultures différentes. En cas de besoin, des conseils techniques étaient fournis à ces agriculteurs par des agents de district.

Les cultures cultivées sur les TOP, WAD et PTP (riz, blé, teff, maïs, haricot, sorgho et pommes de terre) étaient choisies par les agriculteurs participants, sur la base de leur importance et de leur priorité dans les zones d'intervention (Tableau 6). Le personnel SG 2000 a fourni une formation pratique concernant la mise en œuvre de la démonstration à 594 agriculteurs ; 127 agents de district, 101 agents de woreda, 32 agents de zone et 9 experts régionaux.

Des journées champêtres ont été organisées dans trois Etats cibles (Amhara, Oromia et la RNNPS) afin d'exposer les caractéristiques propres

Directeur national : Aberra Debelo



Aberra Debelo (Ethiopie) a été nommé directeur national de SG 2000-Ethiopie en 2009. Il occupait la fonction de coordonnateur national du programme depuis 2005 et a été promu au poste de directeur à la faveur de la nouvelle structure de la SAA. Son doctorat en sciences agricoles (agronomie et reproduction) lui a été décerné par l'Université d'Etat d'Oklahoma (Etats-Unis) en 1992. Avant d'entrer à la SAA, il était coordonnateur du réseau régional de recherches sur le sorgho et le millet pour l'Afrique de l'Est et centrale (de 2003 à 2005) et, de 1998 à 2003, il a été directeur général adjoint de l'organisation éthiopienne de recherche agricole (que l'on connaît aussi sous le nom d'Institut éthiopien pour la recherche agricole). A. Debelo a également été coordonnateur de l'amélioration du sorgho en Ethiopie de 1992 à 1998 et coordonnateur du pays pour l'amélioration du maïs de 1982 à 1986.

Tableau 6. Nombre d'agriculteurs ayant pris part aux plateformes d'apprentissage, par type de culture, en 2009

Culture	TOP	WAD	PTP	Total
Riz	42	63	675	780
Blé	37	55	1 000	1 092
Teff	50	80	1 350	1 480
Maïs	68	98	1 650	1 816
Haricot	4	8	125	137
Sorgho	3	0	0	3
P. de terre	0	2	0	2
Total	204	306	4 800	5 310

à chaque option technologique et leurs effets sur la productivité agricole dans les zones d'intervention choisies, et près de 5 000 personnes (invités compris) y ont assisté.

Efforts concernant les systèmes post-récolte et l'agroindustrie

De concert avec la thématique 2, SG 2000-Ethiopie a aussi introduit des systèmes post-récolte améliorés et de meilleures technologies de transformation. Des batteuses polyvalentes et d'autres de type « hold-on », ainsi que des égreneuses à maïs, ont été démontrées à 579 agriculteurs (492 hommes et 87 femmes). Quelque 23 agents de woreda, 19 experts dans leur discipline respective et 42 agents agricoles de district ont participé à ces démonstrations.

Huit associations de femmes (regroupant 305 agricultrices adhérentes) ont organisé et lancé leurs propres entreprises agroindustrielles dans huit woredas des trois Etats cibles. Les premières indications suggèrent que ces nouveaux centres de transformation se révèlent extrêmement prometteurs

pour accroître les moyens de subsistance des adhérentes.

Création de partenariats public/privé

Dans la logique des objectifs de la thématique 3, huit sessions de formation ont été organisées et se sont concentrées sur le renforcement des entreprises agroindustrielles privées embryonnaires dans les trois Etats cibles. L'objectif global était de contribuer au renforcement des liens entre la recherche, la vulgarisation, les agriculteurs, les fournisseurs d'intrants, les organisations financières et les marchés. SG 2000-Ethiopie s'efforce de renforcer les capacités des entreprises agricoles du secteur privé que l'on voit naître dans le pays, comme les fournisseurs d'intrants et les transformateurs postproduction, afin d'étayer les services consultatifs agricoles auprès des petits producteurs. Dans le cadre de cette initiative, plus de 200 agriculteurs et quelque 180 vulgarisateurs dans les trois Etats cibles ont reçu une formation pour leur apprendre à établir des systèmes communautaires de multiplication des semences et à les gérer plus efficacement.



Teff cultivé en respectant le taux d'engrais recommandé par les chercheurs dans le woreda d'Enemay, Etat d'Amhara.

Malgré le début tardif de la campagne agricole 2009/10 et les pluies capricieuses, la situation alimentaire globale du Mali est satisfaisante. La production de céréales a atteint 6,33 millions de tonnes, soit 3 % de plus qu'on ne s'y attendait et une hausse de 31,5 % sur les niveaux de production obtenus en 2008/09. Le pays semble bien placé pour atteindre sa cible de production céréalière de 10 millions de tonnes d'ici à 2012.

Ces progrès de la production alimentaire traduisent la prise en compte par le gouvernement de l'agriculture comme principal moteur de l'économie nationale, et la priorité élevée qu'il accorde à la réduction de la pauvreté. Toutefois, les rendements des cultures vivrières traditionnelles, – y compris le millet et le sorgho, qui constituent la base de la sécurité alimentaire dans la plupart des zones rurales – restent stationnaires ou accusent un repli depuis 2007.

Comme dans le passé, en 2009, le Programme SG 2000-Mali s'est principalement axé sur l'amélioration de la production et de la productivité agricoles. En conformité avec la stratégie de la SAA, on s'est efforcé d'encourager davantage l'innovation le long des chaînes de valorisation des cultures cibles et de nourrir des partenariats cruciaux – ce qui représente un recadrage des priorités programmatiques qui sera maintenu à l'avenir.

Amélioration de la productivité agricole

En association avec la thématique 1, le personnel de programme a mis en œuvre des plateformes d'apprentissage agricole (PAA) au niveau des villages/des communautés. Chaque PAA comprend en moyenne trois parcelles à option technologique (TOP) et trois démonstrations assistées par bon (VAD), lesquelles, à l'avenir, seront exclusivement réservées aux agricultrices et baptisées « démonstrations par bon destinées aux femmes » (WAD).

Au cours de la campagne agricole 2009/10, un total de 240 TOP a été établi dans 80 villages couvrant 4 régions administratives. Les TOP ont permis la démonstration de plusieurs cultures (millet, sorgho, maïs, riz, arachide et niébé) et de diverses options technologiques (principalement des variétés améliorées, différents types et niveaux d'engrais, et la culture intercalaire). Les rendements moyens atteints dans les TOP ont été universellement plus élevés que les rendements nationaux moyens des cultures concernées et ont engendré des rapports coûts/avantages indicatifs tout à fait impressionnants (Tableau 7).

Activités postproduction

Les besoins et les priorités post-récolte à travers le Mali varient en fonction des systèmes de subsistance ruraux. En 2009, SG 2000-Mali a travaillé avec la thématique 2 de la SAA pour réaliser des évaluations des moyens post-récolte destinées à identifier les interventions les plus prometteuses. Ces enquêtes ont été révélatrices. Les cultures qui détiennent le meilleur potentiel de transformation sont le niébé (dans les systèmes de subsistance sahéliens), le maïs et le riz (dans les systèmes soudanais). Pour faciliter une meilleure transformation de ces produits (et de divers autres), il faut avoir accès à de meilleurs engins (comme des batteuses polyvalentes et des égreneuses à maïs améliorées). Les améliorations en termes de microfinancement, de transport et d'accès aux marchés vont aussi doper la génération de revenu à partir des produits alimentaires transformés. Un manque de formation et un accès limité aux ressources financières brident le développement des petites entreprises agroindustrielles. Toutefois, les agriculteurs ont déclaré qu'ils étaient prêts à payer et à fournir des services post-récolte (tels que le battage) et les enquêtes d'évaluation ont fait ressortir diverses opportunités de développement de petites agroentreprises.

Création de partenariats

SG 2000-Mali a longtemps été impliqué dans des partenariats conçus pour accroître les revenus des agriculteurs, principalement en augmentant la productivité des cultures les plus populaires. Ces dernières années, on a accordé plus d'attention aux marchés et, en 2009, le programme a commencé à travailler avec le Programme alimentaire mondial afin de faciliter l'approvisionnement en produits alimentaires locaux dans le cadre de l'initiative Achats pour le progrès (P4P) du PAM.

En 2009, six organisations paysannes dans des villages phares SG 2000 ont pris part à l'initiative P4P. Elles ont conclu un accord portant sur la fourniture de 480 tonnes de millet et 220 tonnes de sorgho. En mettant en commun la production de 46 villages, les six organisations ont pu livrer 409,35 tonnes de millet et 212,2 tonnes de sorgho (honorant ainsi environ 86 % et 97 % de leurs contrats de sorgho et de millet).

Directeur national : Abou Berthe



Abou Berthe (Mali) a pris ses fonctions de directeur national du programme SG 2000-Mali à la mi-2009. Il a obtenu un doctorat en sciences animales (option économie agricole et vulgarisation) auprès de l'Université de Floride à Gainesville (Etats-Unis). Avant de rejoindre les rangs de la SAA, il a été directeur de recherche et responsable des systèmes agricoles et de la recherche en gestion des ressources naturelles à l'Institut d'économie rurale de Sotuba (Bamako). A. Berthe a plus de 25 années d'expérience en gestion de la recherche agricole en Afrique de l'Ouest et il a consacré le plus clair de son temps à la gestion des systèmes culturels et au développement participatif des ressources naturelles. Il a pris part à plusieurs projets de recherche et développement rural en collaboration, parrainés par des organisations comme le FEM et USAID ainsi que l'Université de Hawaï (Etats-Unis) et l'Université d'Oslo (Norvège).

Cette première année de participation à l'initiative P4P est un apprentissage. Parmi les principaux obstacles rencontrés, on peut citer les difficultés pour honorer les conditions du contrat et le fait que P4P se basait sur les prix de l'Observatoire des marchés agricoles, lesquels étaient légèrement inférieurs à ceux des marchés locaux. Des initiatives sont désormais mises au point afin de résoudre ces contraintes à l'avenir.

SG 2000 est aussi associé au projet de microdosage d'engrais parrainé par l'AGRA/IER au Mali, qui a débuté en 2009. Lors de sa première année, le projet a mis en œuvre 49 démonstrations de microdosage dans 12 villages (avec la participation de 555 ménages agricoles). Deux agences de distribution agroindustrielle ont été ouvertes afin d'accroître la disponibilité d'intrants et elles semblent encourager un plus grand usage des variétés améliorées par plusieurs ménages affiliés au



L'eau issue de puits de forage peut constituer une option d'irrigation plus abordable pour les petits producteurs maliens.

projet. Un aspect important de ce projet concerne l'établissement de six entrepôts céréalières lesquels, en 2009, ont permis à plus de 270 ménages vulnérables de stocker leurs produits juste après la moisson pour pouvoir les vendre une fois que les prix seront plus élevés.

Tableau 7. Bénéfices indicatifs des technologies démontrées dans les TOP

	Traitements	Rendements moyens (t/ha)	Ratio coût/avantage
Types d'engrais minéral	Achtyva	1 110	4,78
	NPK	970	4,03
	DAP	1 720	7,74
Culture intercalaire avec l'arachide	Toroniou	900	1,75
	Sanioba	1 160	2,37
	Indiana	1 400	3,15
Intensification des variétés	Toroniou	960	3,98
	Sanioba	910	3,72
	Indiana	1 020	4,3
Fertilisation par microdosage*	42 kg/ha DAP	1 000	12,99
	100 kg/ha DAP	690	3,76
	Pas d'engrais minéral	740	

* 42 kg/ha d'engrais DAP correspond à la technologie par microdosage ;
100 kg/ha de DAP correspond à la recommandation des services de vulgarisation.

En 2009, le programme SG 2000-Nigeria a abandonné son ancien mode opératoire (principalement axé sur l'amélioration de la productivité agricole) pour adopter une approche plus globaliste, propice au renforcement des services consultatifs de vulgarisation fournis aux agriculteurs. Notre nouvelle approche entend renforcer les compétences et les références des vulgarisateurs ; améliorer l'efficacité des systèmes publics de vulgarisation agricole pour fournir aux petits producteurs une gamme d'options technologiques appropriées ; construire des liens institutionnels plus efficaces avec les milieux de la recherche, de la vulgarisation, les agriculteurs et les fournisseurs d'intrants ; et élargir et renforcer les services consultatifs de vulgarisation dispensés par le secteur privé.

Mise en œuvre des démonstrations agricoles

Durant la première année de mise en œuvre de cette nouvelle approche, le programme a travaillé avec la direction de la thématique 1 pour planifier l'établissement de 200 parcelles à option technologique (TOP) et 600 démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) dans cinq Etats du nord du pays. Chaque TOP de 1 500 m² a été scindée en trois sous-parcelles de 500 m² chacune. Dans chaque TOP, l'une d'entre elles était réservée à des variétés cultivées selon les pratiques culturales dominantes dans la localité. Les autres étaient consacrées à la démonstration des rendements obtenus avec des variétés améliorées moyennant différents taux d'application d'engrais. Les WAD de 1 000 m² portaient sur l'utilisation de variétés améliorées adaptées, moyennant des taux intermédiaires d'application d'engrais. Le programme prévoyait également la fourniture d'un appui technique avec 4 000 parcelles d'essai de production (PTP). Le programme de démonstration 2009 a commencé par choisir les agriculteurs et les vulgarisateurs qui participeraient à l'initiative ; ceux-ci ont été formés aux nouveaux concepts de production et aux procédures à suivre pour les démonstrations.

Lors de la campagne 2009, un total de 194 TOP et 604 WAD a été mis sur pied. Ces démonstrations ont permis aux agriculteurs affiliés de comparer les variétés et les taux d'application d'engrais pour le maïs, le riz, le millet, le sorgho, l'arachide, le niébé, le soja et le sésame. En outre, 55 journées champêtres ont été organisées, auxquelles ont pris part près de 4 400 agriculteurs des alentours (dont environ 20 % de femmes).

Globalement, la campagne agricole a commencé par une vague de sécheresse dans le nord mais les pluies se sont stabilisées en juin et ont pris fin en octobre. Si cette sécheresse initiale a réduit la production de denrées de base dans certaines régions, dans l'ensemble,

les parcelles de démonstration n'ont pas été touchées. Le Tableau 8 dresse une comparaison entre les rendements moyens obtenus avec les variétés améliorées et les variétés traditionnellement cultivées par les agriculteurs.

Evaluation des besoins post-récolte

Des enquêtes d'évaluation axées sur les besoins post-récolte et agroindustriels dans trois Etats du Nord (Adamawa, Gombe et Jigawa) ont été réalisées en association avec la thématique 2. En tout, 15 villages et 15 groupes de transformateurs (220 membres) ont été consultés. Les enquêtes ont été effectuées dans le but d'identifier des opportunités de transformation prometteuses dans la chaîne de valorisation des cultures cibles autour desquelles il serait possible de monter des opérations post-récolte et agroindustrielles. Les enquêtes ont également tenté d'obtenir des informations sur l'utilité des prototypes de machines agroindustrielles et sur les différentes installations de stockage actuellement utilisées, afin de faciliter la conception de programmes adaptés de formation et de démonstration de systèmes post-récolte.

Encourager les partenariats

En 2009, SG 2000-Nigeria a collaboré avec SARO Agro-Chemical (à des démonstrations d'herbicide

Directeur national : Sani Miko

Sani Miko (Nigeria) a rejoint la SAA en 2009 comme directeur national de SG 2000-Nigeria. En 1999, il a décroché un doctorat en agronomie d'irrigation à l'Université Ahmadu Bello (ABU) de Zaria (Nigeria). S. Miko a débuté sa carrière au sein du département d'agronomie d'ABU en 1988, où il a gravi les échelons et atteint le poste de maître de conférences en 2000, poste qu'il a occupé jusqu'en 2004. Durant son mandat, il a participé à des recherches et des initiatives de vulgarisation sur l'agronomie des céréales et la gestion de l'eau à l'Institut de la recherche agricole de Samaru. Il est parti pour l'Université de Bayero, Kano (BUK) comme maître de conférences en 2004 et il a été promu directeur de thèse en 2005. Avant de rejoindre la SAA, S. Miko était chef du département d'agronomie et doyen de la faculté d'agriculture. Il a travaillé avec la SAA durant sa carrière universitaire afin de contribuer à l'efficacité des programmes de terrain retenus par SG 2000-Nigeria.



sur 20 parcelles de maïs et de riz), MANOMA Seed Company (qui a financé une formation à la production de maïs pour 40 agriculteurs des Etats de Kano et Jigawa), et Excel Organic Fertilizer Company (qui a financé deux démonstrations de maïs cultivé avec leur nouvel engrais organique).

Dans le cadre de ses efforts pour intensifier les partenariats locaux, en janvier 2010, la SAA a invité huit gouverneurs exécutifs (des Etats d'Adamawa, Bauchi, Gombe, Jigawa, Kaduna, Kano, Plateau et Zamfara) à une table ronde axée sur le financement des activités SAA/SAFE

par les pouvoirs publics du Nigeria. Plusieurs gouverneurs y ont assisté en personne et d'autres ont dépêché leur représentant à la réunion. Tous ont réagi favorablement à une proposition de partage des coûts de mise en œuvre des opérations SAA/SAFE pour une période initiale de cinq ans.

Son Excellence, le gouverneur exécutif de l'Etat d'Adamawa, l'Amiral Murtala H. Nyako (en retraite) a présidé cette rencontre qui fera date. Un communiqué et un projet de memorandum d'accord ont été adressés aux autorités des huit Etats et les premières réponses positives sont arrivées.



La SAA a organisé une rencontre des gouverneurs exécutifs de six Etats du nord du Nigeria pour s'entretenir d'un appui technique aux activités du programme SG 2000-Nigeria. Sur cette photo figurent les gouverneurs de Zamfara et d'Adamawa et le Gouverneur adjoint de l'Etat de Kano.

Tableau 8. Comparaison des rendements obtenus sur des TOP entre variétés traditionnelles et variétés améliorées pour sept cultures

Culture	Rendement moyen des variétés traditionnelles (kg/ha)	Rendement moyen des variétés améliorées I (kg/ha)	Rendement moyen des variétés améliorées II (kg/ha)
Maïs	2 930	3 620	3 710
Millet	1 817	2 323	2 326
Riz	1 675	4 335	4 065
Arachide	1 039	1 387	1 500
Niébé	1 371	1 766	2 090
Sorgho	1 034	1 767	1 884
Sésame	424	560	620

Le programme SG 2000-Ouganda a mené un processus intensif de recrutement de personnel entre septembre 2009 et mars 2010, qui a permis de désigner un nouveau directeur national, Sarah Ossiya, ainsi que quatre nouveaux coordonnateurs thématiques et deux agents de programme.

Démonstrations technologiques

En 2009, le personnel du programme a travaillé avec le directeur de la thématique 1 pour repenser son programme de démonstration agricole. Les démonstrations sont structurées en Plateformes d'apprentissage agricole (PAA), constituées de plusieurs parcelles à option technologique (TOP) de 1 500 m² et de démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) de 1 000 m². Ces démonstrations se déroulent sur les terres des agriculteurs et elles sont soutenues par des facilitateurs communautaires (FC) désignés au sein de la communauté. Les TOP permettent de comparer les façons culturales traditionnelles avec deux niveaux de technologies améliorées (Figure 4). Les WAD se concentrent sur le renforcement des capacités des agricultrices et comprennent une parcelle à technologie intermédiaire d'une part et une autre où sont pratiquées les façons culturales traditionnelles (Figure 5). Au cours des principales campagnes agricoles 2009 et 2010, plus de 980 TOP et 1 320 WAD ont été établies dans 7 districts.

Plus de 1 650 agriculteurs (dont 54 % de femmes) ont participé à des journées champêtres organisées en partenariat avec les Associations de centres multiservices (OSCA). Sur certains sites, p. ex. dans les districts de Wakiso et de Kamwenge, l'efficacité du modèle de prestations de services locaux de vulgarisation par les FC a permis d'utiliser des fonds du district pour former d'autres FC.

Pour accroître l'utilisation d'engrais et autres intrants, SG 2000 s'est associé avec des distributeurs d'intrants pour reconditionner les approvisionnements en lots qui reflètent la taille et les moyens financiers des petits exploitants. Le programme travaille à présent avec l'Association nationale des distributeurs d'intrants agroindustriels en Ouganda et d'autres partenaires pour influencer la politique nationale concernant le reconditionnement des intrants.

Systèmes post-récolte et agroindustrie

Les pertes post-récolte en Ouganda – estimées de l'ordre de 12 à 25 % au niveau de l'exploitation – constituent un problème majeur. En outre, la majorité des petits exploitants du pays n'ont pas les capacités nécessaires pour se lancer dans des activités agroindustrielles, de sorte que la majeure partie des produits agricoles commercialisés n'ont que peu, voire aucune, valeur ajoutée.

Le personnel du programme a travaillé avec le directeur de la thématique 2 pour entreprendre deux évaluations des besoins. La première portait sur deux districts (Tororo et Mukono) et a montré que la plupart des petits producteurs employaient toujours des technologies rudimentaires et essayaient de fortes pertes après-moisson. La seconde a été réalisée dans sept districts et s'est efforcée de déterminer les capacités des fabricants locaux à produire des engins adaptés aux petits producteurs sur la base des prototypes disponibles. Cette dernière évaluation a révélé que les fabricants étaient particulièrement bridés par un manque de matériaux appropriés et par le coût élevé de l'importation des moteurs.

Pendant l'année, trois fabriques locales qui avaient participé à un programme de formation SG 2000 ont été invitées à produire du matériel pour le battage, l'égrenage et le nettoyage des céréales. Le programme a également formé 75 prestataires de services (10 machinistes et 65 agriculteurs) pour leur apprendre à utiliser et à entretenir différents types de machines.

Avec le temps, on espère établir des Plateformes d'apprentissage de vulgarisation post-récolte où les agriculteurs pourront apprendre de nouvelles technologies afin de réduire les pertes post-récolte et de valoriser leur production. Six des centres multiservices hébergent désormais des plateformes élémentaires, qui seront renforcées pour dispenser une formation postproduction à quelque 800 agriculteurs.

Le programme continue de travailler avec JICA-Ouganda pour piloter la fourniture itinérante de services post-récolte et agroindustriels. Ensemble, les organisations procèdent à des essais et perfectionnent une machine itinérante à usiner le riz montée sur une camionnette capable d'emprunter les pistes étroites des zones rurales. L'objectif est d'améliorer l'accessibilité, le caractère abordable et la ponctualité des services d'usinage du riz pour les agriculteurs des régions reculées.

Directeur national : Sarah Ossiya



Sarah Ossiya (Ouganda) a été nommée directeur national de SG 2000-Ouganda en 2009, lorsqu'elle est devenue la première femme à occuper un poste de directeur national au sein de la SAA. Elle a obtenu son doctorat en écologie et gestion des parcours à Texas A&M (Etats-Unis) en 1999 et elle est spécialisée dans le pastoralisme et l'impact de l'agriculture sur les communautés à faible revenu. Elle a dirigé le projet d'Oxfam « Bilan sur l'état du pastoralisme » ; elle a été directeur national de FARM Africa en Ouganda et a travaillé pour Panos Afrique de l'Est, où elle était chargée de coordonner un programme sur la communication pastorale dans huit pays africains qui a permis de faire entendre la voix de diverses communautés cibles marginalisées. A ce jour, la carrière de S. Ossiya s'est concentrée sur le développement de programmes et la gestion d'organisations à but non lucratif, l'analyse et les recherches en politiques fondées sur les preuves ainsi que le renforcement des capacités.

Partenariats et accès au marché

SG 2000-Ouganda travaille avec le directeur de la thématique 3 pour identifier et promouvoir des partenariats capables de favoriser une meilleure intégration des agriculteurs dans la chaîne de valorisation des principales cultures. Dans le cadre de cet effort, le programme continue de renforcer les OSCA existants et de faciliter l'accès au marché pour les petits exploitants.

Six OSCA, regroupant plus de 8 600 agriculteurs affiliés (dont presque 60 % de femmes), ont reçu une formation en gestion pour veiller à ce que toutes les conditions juridiques pour monter ce genre d'entreprises soient remplies. Les OSCA fournissent un cadre institutionnel qui vient appuyer la production et la commercialisation de maïs, de haricots et d'autres cultures de qualité et, grâce à leur affiliation aux OSCA, les agriculteurs peuvent mieux s'intégrer dans la chaîne de valorisation des cultures.

Le programme a également contribué à nouer des liens avec l'initiative Achats pour le progrès du PAM. Des sites locaux d'achats en vrac ont été mis sur pied et ceux-ci sont reliés à des centres de commercialisation annexes qui distribuent la marchandise suivant un système de récépissés d'entrepôt qui vend à des acheteurs avertis comme le PAM. Près de 200 agriculteurs et autres acteurs ont reçu une formation en 2009 afin d'apprendre à honorer les conditions contractuelles du PAM et à respecter les autres critères de mise en œuvre.

Figure 4. Rendements moyens obtenus sur des TOP de démonstration dans sept districts d'Ouganda.

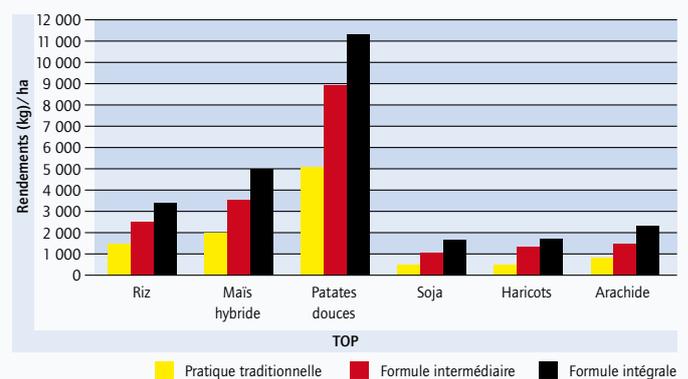
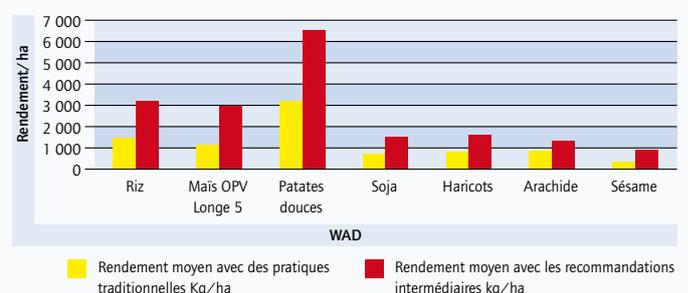


Figure 5. Rendements moyens obtenus lors de démonstrations par bon destinées aux femmes dans sept districts d'Ouganda.



Nouvelles stratégies de financement

Tout au long de ses 24 années d'histoire, l'Association Sasakawa pour l'Afrique a bénéficié du solide soutien de la Nippon Foundation (NF), la plus grande organisation humanitaire privée du Japon. A la fin des années 70 et au début des années 80, un certain nombre de pays d'Afrique ont été en butte à une famine de plus en plus sévère, essentiellement due à une sécheresse prolongée. Ryoichi Sasakawa (fondateur de la NF) a réagi en apportant une aide alimentaire à plusieurs des pays les plus gravement touchés. Mais, à ses yeux, il était évident que l'aide alimentaire n'apportait qu'un secours partiel et temporaire.



Voilà près de trois décennies que la Nippon Foundation se veut source d'espoir aux pauvres des zones rurales d'Afrique, au départ sous forme d'aide alimentaire mais par la suite, grâce à des investissements à long terme pour appuyer des efforts de développement agricole qui ont amélioré les conditions de vie et les moyens de subsistance de millions de personnes.

Un engagement à long terme

C'est à cette époque qu'il a contacté Norman Borlaug et l'ancien Président des Etats-Unis, Jimmy Carter, pour tenter de trouver une solution plus durable aux défis alimentaires qui confrontaient l'Afrique. Il rêvait d'une Révolution verte pour l'Afrique, comparable à celle qui se produisait alors dans le sous-continent asiatique et il était prêt à financer le travail de longue haleine qui serait nécessaire à sa réalisation. Des services de vulgarisation globalement faibles et inefficaces furent identifiés comme étant à l'origine du problème et la SAA fut donc créée pour aider les organismes publics de vulgarisation à renforcer leur mode de fourniture de technologies et d'information aux agriculteurs.

Au fil des ans, désormais sous la direction de Yohei Sasakawa (le fils de Ryoichi), NF a continué de soutenir inlassablement les efforts de la SAA pour améliorer l'efficacité des services consultatifs de vulgarisation dans des pays d'Afrique désignés. Un tel soutien à long terme est rarissime dans l'histoire des organisations de développement et il a permis à la SAA de se concentrer sur la mise en œuvre de ses programmes-pays Sasakawa-Global 2000 sans avoir à se préoccuper de lever des fonds pour assurer leur pérennité. Tout ce que la SAA avait à faire, c'était de veiller à utiliser ses ressources avec discernement et de rendre des comptes rigoureux sur leur allocation. Parfois, quelques

apports de fonds complémentaires de tel ou tel organisme étaient obtenus pour déployer des activités spécifiques dans des pays phares mais la vaste majorité du financement de la SAA venait de la NF. Il en était de même pour le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE), établi en 1991 par le Conseil de la SAA en tant qu'organisme distinct bénéficiant d'un financement de la NF.

Le besoin de passer à la vitesse supérieure

Ces dernières années, toutefois, à mesure que les complexités et les défis de l'agriculture africaine devenaient mieux compris – et tandis que les services nationaux de vulgarisation réagissaient en élargissant leur ordre du jour – la SAA comme le SAFE ont pris conscience du besoin d'un effort concerté pour diversifier et démultiplier leurs travaux. De nouvelles priorités et de nouveaux domaines de programme ont été définis (voir pp. 1 à 3) et, pour être pleinement mis en place, ceux-ci exigent des sources de financement supplémentaires.

Heureusement, la NF a indiqué qu'elle avait la ferme intention de maintenir son soutien à la SAA et au SAFE à un horizon prévisible. Compte tenu de ce soutien solide, le défi que représente la collecte de fonds consiste donc à mobiliser des ressources complémentaires susceptibles de contribuer au renforcement des deux organisations et d'intensifier leurs efforts au nom des petits producteurs pauvres en ressources des pays phares. En 2008, la SAA a amorcé un mouvement visant à diversifier ses sources de financement et à accroître ses budgets annuels d'au moins 50 % d'ici à 2011 et le SAFE s'embarque désormais sur la même voie.

Un effort en collaboration

Tout le personnel de la SAA et du SAFE – au même titre que le Conseil d'administration SAA/SAFE – a un rôle à jouer dans la mobilisation et l'utilisation performante de fonds supplémentaires. Bien entendu, le Conseil a des responsabilités de surveillance et d'administration fiduciaire, et il prodigue une orientation générale pour la mobilisation des ressources. Les directeurs exécutifs fournissent une direction stratégique et travaillent avec les directeurs généraux de la SAA et du SAFE afin de faire fructifier les opportunités éventuelles de financement. On compte sur les directeurs thématiques pour s'appuyer sur leurs réseaux professionnels respectifs pour identifier de nouvelles sources de financement et contribuer à leur développement. Quant aux directeurs nationaux, ils nouent des liens auprès d'une variété d'organisations et d'agents gouvernementaux pour identifier des ressources locales susceptibles d'appuyer les activités SG 2000.

Sources potentielles de financement

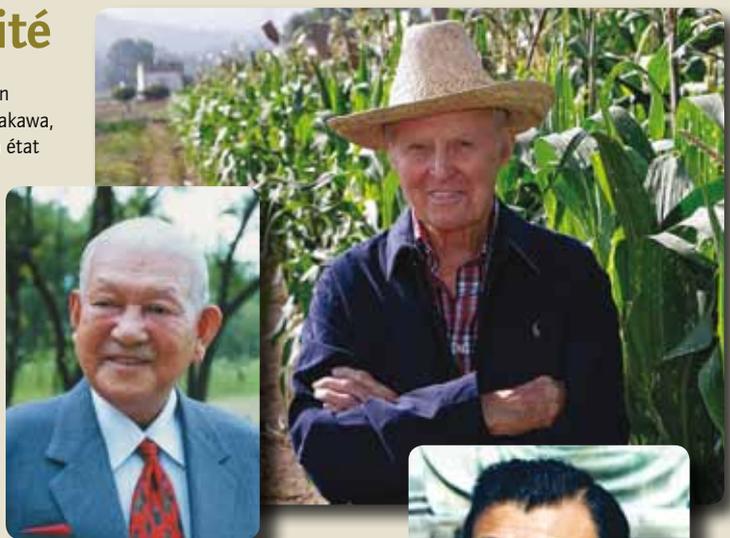
Plusieurs nouveaux projets semblent être sur le point de recevoir un accord final en 2010, ce qui permettra à la SAA d'accélérer sensiblement son programme de travail dans les années à venir. Les efforts de mobilisation des ressources sont axés sur cinq catégories d'investisseurs potentiels :

- **Les fondations privées** – Cette catégorie d'investisseurs devrait rester la principale source de financement de la SAA. En 2010, la Nippon Foundation a consacré 7 millions de dollars US à la SAA et 2 millions de dollars US au SAFE pour soutenir leur programme respectif. La SAA est en cours de négociation avec la Fondation Bill & Melinda Gates pour renforcer les travaux du gouvernement de l'Ethiopie afin d'améliorer l'impact et la pérennité de ses services de vulgarisation agricole. Toutefois, aucun accord n'a été finalisé à ce jour. La SAA agit aussi en qualité de sous-traitant dans le cadre d'un projet financé au Mali par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), mis sur pied avec l'Institut d'économie rurale, l'organisation nationale de recherche agricole, afin d'élaborer des stratégies durables de fertilité du sol pour le sorgho et le millet. A l'avenir, les fondations privées devraient être à l'origine d'environ 65 % du financement de la SAA.
- **Les gouvernements nationaux** – La SAA demande à ses gouvernements partenaires de lui réserver un soutien financier prédéterminé. Dans un premier temps, huit gouvernements exécutifs des États du nord du Nigeria ont accepté d'apporter un soutien supplémentaire aux programmes locaux SG 2000. Les autorités des États de Jigawa et de Bauchi ont été les premières à joindre le geste à la parole. Chacun a transféré 30 millions de nairas (environ 200 000 dollars) sur un compte de tirages spéciaux pour financer des activités SG 2000 mutuellement convenues dans leur État respectif. Plusieurs autres États sont sur le point d'officialiser les accords pour procéder à un transfert de fonds. Cette catégorie de financement devrait couvrir jusqu'à 20 % du budget de la SAA au cours des années à venir. Le financement

Un legs d'espoir et de dignité

La SAA et ses programmes-pays SG 2000 ont vu le jour en 1986 avec un sentiment d'urgence partagé par tous les pères fondateurs : Ryoichi Sasakawa, Norman Borlaug et l'ancien Président des Etats-Unis, Jimmy Carter – un état d'urgence dicté par le sort de millions de personnes affamées vivant dans une pauvreté abjecte aux quatre coins de l'Afrique. A l'époque, nombre d'experts s'accordaient pour dire que les technologies fondées sur la recherche requises pour augmenter rapidement la production alimentaire étaient d'ores et déjà disponibles. Le défi consistait à mettre les technologies adaptées entre les mains des petits producteurs africains et à leur apprendre à les utiliser. En relevant ce défi, on donnerait espoir à bon nombre de ceux qui vivaient dans la pauvreté, taradés par la faim ; cela permettrait à beaucoup d'agriculteurs pauvres en ressources de mieux réaliser leur potentiel et cela les aiderait à s'affirmer avec fierté et dignité.

Cette idée clé a trouvé un puissant écho au sein de la Japan Shipbuilding Industry Foundation (aujourd'hui la Nippon Foundation), sous la houlette de Ryoichi Sasakawa, qui a financé les premiers projets SG 2000. Près d'un quart de siècle plus tard, elle continue de trouver un écho auprès de la Nippon Foundation, dirigée par Yohei Sasakawa (le fils de Ryoichi). « Nous devons mettre notre foi dans la volonté et la force des gens et les traiter sur un pied d'égalité à mesure que nous travaillons vers notre objectif, » déclare Yohei. « Mais les ressources financières d'une seule fondation privée ne suffisent pas pour faire tout ce qu'il y a à faire. Les gouvernements africains, les agences internationales de développement, les ONG et le secteur privé doivent travailler en meilleure intelligence – à la fois comme partenaires et investisseurs – pour aider les Africains à réduire la pauvreté et à atteindre la sécurité alimentaire. »



Dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant de la photo de gauche : Pères fondateurs de la SAA/SG 2000 Président Jimmy Carter, Ryoichi Sasakawa et Norman Borlaug ; Yohei Sasakawa (ci-dessus), Président de la Nippon Foundation

sera propre au pays et il s'efforcera d'améliorer le financement public des services de vulgarisation, notamment pour les opérations (transport, intrants, formation, coordination).

- **Aide publique au développement** – La SAA a reçu un financement de la part de plusieurs agences d'aide publique au développement. Elle coordonne un projet soutenu par le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) consacré à l'élargissement de la demande commerciale pour des produits à valeur ajoutée dans cinq pays francophones d'Afrique de l'Ouest (Burkina-Faso, Tchad, Niger, Mali et Sénégal). Une deuxième phase a commencé en 2008 et se poursuivra jusqu'en 2012. La SAA a reçu l'aval préliminaire de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) concernant un projet de développement d'entreprises agroindustrielles en Ethiopie. Il existe des possibilités intéressantes pour développer des programmes de vulgarisation auprès des petits producteurs qui encouragent une optimisation de la filière impulsée par les marchés. On s'attend à ce qu'environ 10 % du financement futur de la SAA provienne de cette catégorie d'investisseurs.
- **Le secteur privé** – Dans le cadre du partenariat Sasakawa-Global 2000, le programme Global 2000 du Carter Center a permis au secrétariat de tenir un Forum agroindustriel SG 2000 avec la participation de personnel d'encadrement de Cargill, DuPont (Pioneer), Yara (Norsk Hydro) Monsanto et Syngenta (Norvartis, Ciba Geigy) à des séminaires par des décideurs confirmés issus des pays phares SG 2000. Toute une variété de rubriques réglementaires, financières et d'investissement a été abordée. A l'avenir, la SAA cherchera à forger des partenariats avec des compagnies agroindustrielles privées, grandes et petites, en travaillant avec leurs programmes de responsabilité sociale d'entreprise. La SAA cherchera à obtenir un soutien, notamment pour ses activités de formation et de démonstration des technologies d'amélioration de la productivité, qui respecte un code d'éthique capable de garantir une transparence totale.

Cette catégorie de financement ne devrait pas dépasser 5 % du budget de la SAA.

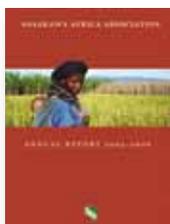
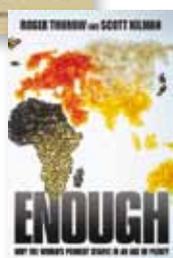
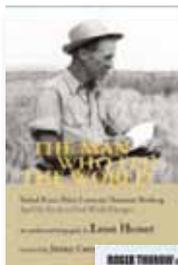
- **Les agriculteurs** – La vulgarisation agricole est une activité gourmande en main-d'œuvre et intrinsèquement coûteuse. Si les pouvoirs publics assument les salaires, il est rare qu'ils allouent suffisamment de fonds pour couvrir les dépenses opérationnelles. C'est un problème que l'on retrouve dans l'ensemble du secteur de la vulgarisation en Afrique et qui bride sensiblement l'efficacité et l'impact. Il est peu probable que les fonds requis proviennent des pouvoirs publics. Par conséquent, les vulgarisateurs basés dans les villages ont besoin de mettre au point un modèle de revenu qui leur permette de générer suffisamment de recettes pour couvrir les frais opérationnels locaux. Le revenu cible par agriculteur bénéficiaire d'une initiative de vulgarisation est de 3,00 à 5,00 dollars US par an. S'il ne contribue pas directement au financement de la SAA, ce type de génération locale de revenus permettra de garantir la pérennité des méthodes et activités de vulgarisation recommandées par le programme.

La SAA comme le SAFE mettent chacun les dernières touches à leur nouveau plan stratégique décennal, qui ont l'un et l'autre été élaborés au terme d'un processus hautement participatif faisant intervenir l'ensemble des acteurs dans les pays phares. Ces plans et le processus par le biais desquels ils ont été mis sur pied, servent de toile de fond pour la tenue des différentes activités de mobilisation des ressources. Les buts, objectifs, activités, produits et calendriers élaborés durant le processus de planification impulsent, et continueront d'impulser, la mobilisation des fonds. En outre, un résultat important du processus de planification a été l'identification de moyens d'améliorer l'efficacité et les performances des deux organisations – et chacune d'elle est résolument décidée à juguler les frais généraux et à allouer l'essentiel de ses ressources à la réalisation des impacts souhaités.

Information Publique

La SAA diffuse un certain nombre de publications, y compris le Rapport à l'occasion du 20e anniversaire de l'Association Sasakawa pour l'Afrique ; le bulletin de la SAA, Nourrir l'avenir, diverses publications thématiques et le Calendrier annuel de la SAA. Pour obtenir une liste détaillée, veuillez contacter M. Tiff Harris (harris.tiff@gmail.com).

En outre, les ouvrages suivants sont recommandés aux lecteurs : la biographie officielle de Norman Borlaug : *The Man Who Fed the World*. Leon Hesser. Durban House Publishing Company, Inc. 2006. et *Enough: Why the World's Poorest Starve in an Age of Plenty*. Roger Thurow et Scott Kilman. Public Affairs Publishing. 2009.



Numéro spécial -
20ème anniversaire
de la SAA

Rapport annuel
2005-2006



Numéro 24



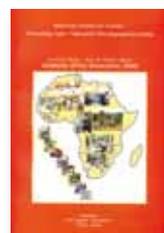
Numéro 25



Rapport d'avancement
2009



Value Chain Analysis
for the Development
of Food Systems and
Innovative Agro-based
Industry in Africa
*Toshiro Mado &
Kyoko Saio*



Improving Postharvest
Systems - Promoting
Agro-Industrial
Development in Africa
*Leonides Halos -
Kim & Toshiro Mado*

Pour plus amples renseignements, veuillez contacter :

Bureau du Directeur général de la SAA

Juliana Rwelamira
Managing Director, SAA
Gurd Sholla
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
PO Box 24135, Code 1000
Addis Ababa, Ethiopia
Tél 251 11 647 7667
Portable 251 91 151 2555
Fax 251 11 647 7666
Courriel jrwelamira@vip.cgnet.com

Shushan Negussie
Administrative Manager
Courriel saashushan@ethionet.et

Japon

Masaaki Miyamoto,
SAA Executive Director (management),
Michio Ito, Senior Programme Officer
SAA, 4th Floor, The Nippon Foundation
Building 1-2-2, Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107-0052
Tél 81 3 6229 5460
Fax 81 3 6229 5464
Courriel miyamoto@spf.or.jp
ito@spf.or.jp
saa@spf.or.jp

Kenya

Tiff Harris, Advisor,
Strategic Planning and Communications
191 Ibis Crescent, Nyari Estate
PO Box 63102 - 00619, Nairobi
Tél 254 20 202 0531
Fax 254 0 7225 21207
Courriel harris.tiff@gmail.com

Mexico

Chris Dowswell,
SAA Executive Director (programmes)
CIMMYT, Apdo.
Postal 6-641, Delegacion Cuauhtemoc
CP 06600 Mexico DF
Tél 52 55 5 804 2004
Fax 52 55 5 804 7558/9
Courriel cdowswell@cgiar.org

SAFE

Ethiopie

Deola Naibakelao,
Director
Gurd Sholla,
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
PO Box 24135, Code 1000
Addis Ababa, Ethiopia
Tél 251 11 6477665
Fax 251 11 6477666
Courriel N.Deola@vip.cgnet.com

Malawi

Jeff Mutimba,
SAFE Co-ordinator
Department of Extension
Bunda College of Agriculture
PP Box 219, Lilongwe, Malawi
Tél 265 9425 077
Courriel jeffmutimba@africa-online.net

Suisse

Jean F. Freymond
Director, D@G – Geneva Dialogues
President, Network for Governance,
Entrepreneurship & Development (GE&D)
c/o BHF, International Environment House
7-9 Chemin de Balexert
1219 Châtelaine (Geneva)
Tél 41 79 256 5360
Fax 41 22 776 0142
Courriel jeanfreymond@d-geneva.com

Royaume-Uni

Patrick Orr, Information Consultant
Raitt Orr & Associates Ltd
2 Vincent Street
London SW1P 4LD
Tél 44 (0)20 7630 9778
Fax 44 (0)20 7630 5067
Courriel patrick@raittror.co.uk

Etats-Unis

P. Craig Withers, Jr
Director of Program Support
Global 2000 of The Carter Center
One Copenhill, 453 Freedom Parkway
Atlanta, Georgia 30307
Tél 1 404 420 3830
Fax 1 404 874 5515
Courriel cwither@emory.edu

Programmes-pays de la SAA

Ethiopie

Aberra Debelo,
Country Director,
Sasakawa-Global 2000
Ministry of Agriculture
Agricultural Extension Department
PO Box 12771
Addis Ababa, Ethiopia
Tél 251 11 5525809/10
Fax 251 11 5528507
Courriel ADSG2000@ethionet.et

Mali

Abou Berthe,
Country Director
Sasakawa-Global 2000
Kanu-Magnambougou
Rue 6885, BP E3541, Bamako
Tél/Fax 223 220 5834
Courriel bertheabsaa@gmail.com

Nigeria

Sani Miko,
Country Director,
KNARDA Building, Hadejia Road
PO Box 5192, Kano
Tél 234 64 645369
Fax 234 64 649224
Courriel sanimiko@sg2000nigeria.org

Ouganda

Sarah Ossiya,
Country Director
Sasakawa-Global 2000
Plot 15A Clement Hill Road
Ruth Towers, Nakasero
PO Box 6987, Kampala
Tél 256 41 434549
256 31 2261180
Fax 256 31 2264180
Courriel scossiya@sguganda.org

Rédaction/ Edition :

Tiff Harris, TH Consulting Ltd., Nairobi, Kenya, +254-722-521207

Maquette et impression sous la direction de :

B-Creative, Horsham, Angleterre, +44 1403 274 742 www.b-creative.co.uk